le magazine du social dans l'Ain

INTER *action*

N° 78 . DÉCEMBRE 2013

DOSSIER

Quelle place pour les jeunes dans l'Ain ?

INTERVIEW

Marie-Claire Laurent-Sanna, directrice de la CAF de l'Ain / p. 6

TABLE RONDE

Des entreprises de services au service des entreprises / p. 11

REPORTAGE

Rester, repartir / p. 46

Chambres
Studios
Duplex
Appartements

pour étudiants

Notre métier, vous loger

Dans l'Ain
Ambérieu en Bugey
Belley
Bourg en Bresse
Miribel
Oyonnax - Bellignat

En Saône et Loire
Chalon sur Saône

Dans le Rhône
Lyon

www.alfa3a.org

ALFA 3A

N° 78 • DÉCEMBRE 2013

Entre nous

Cécile Schneller,
Coordination handicap psychique de l'Ain /

p. 35

Le trimestre en images /

p. 4-5

Dossier

Quelle place pour les jeunes dans l'Ain ? /

p. 37-45

Interview

Marie-Claude Laurent-Sanna, directrice de la Caf de l'Ain. /

p. 6-8

Reportage

La communauté Emmaüs Bourg-Servas /

p. 46-47

Table ronde

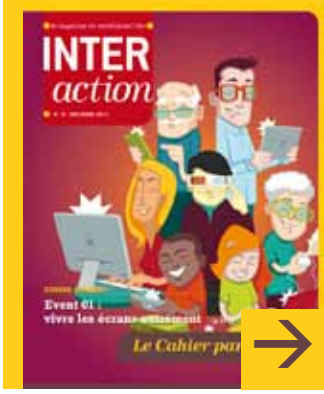
Les SIAE,
des entreprises de services au service des entreprises ? /

p. 11-13

Portrait

Marie-Claude Desprat :
fondatrice de l'association Joz'dir. /

p. 14



Le Cahier partenaires

20 pages d'actions et d'initiatives des opérateurs sociaux et médico-sociaux du département. /

p. 15-34

INTER action

Le **magazine trimestriel de l'action sociale dans l'Ain**
Partenaires : Adapei, ADAPA, ADMR, ALFA3A, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil général de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain. **Directeur de la publication :** Jacques Dupoyet. **Directeur de la rédaction et rédacteur en chef :** Alain Gilbert. **Rédaction :** Annick Puvilland, Aurélie Seignemartin, Agnès Bureau, Alix de Lacheisserie, Michel Bellaton. **Photos Une, Dossier :** Daniel Gillet (www.daniel-gillet.com/). **Réalisation :** M&G Éditions - 49, boulevard de Brou - 01000 Bourg-en-Bresse - Tél. 04 74 24 69 13 - Fax. 04 74 45 07 08 - E-mail : redac@mg-editions.com
Site : www.interaction01.info. **Impression :** Imprimerie Multitude. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X

ILS PARTENT, ILS ARRIVENT

ADMR AIN

→ Anne-Marie Bouchy et Liliane Gobet, nouvelle et ex-présidente de l'ADMR Ain.

→ La fédération départementale ADMR a changé de présidente le 15 octobre : Anne-Marie Bouchy a succédé à Liliane Gobet. Bénévole à l'ADMR de Sulignat – et présidente depuis juin –, elle était secrétaire adjointe de la fédération depuis 2011. Elle est également devenue membre du comité régional ADMR. ●

INSPECTION ACADÉMIQUE

→ En octobre, Francis Morlet a succédé à Lionel Tarlet au poste de directeur de l'Inspection académique de l'Ain. ●

EN BREF

URSSAF DE L'AIN

→ Fin octobre, l'accueil de l'Urssaf de l'Ain a quitté la rue Pavé d'Amour à Bourg-en-Bresse pour s'installer au 467, avenue San Severo (ZAC des Belouzes, Norélan). ●

INFO JEUNESSE

Les Aprèm'AVENIR

→ Au BIJ de Bourg-en-Bresse, les Mercredis des métiers, invitant chaque mois les jeunes à s'informer sur un secteur d'activité professionnelle, sont devenus les Aprèm'Avenir. Prochains rendez-vous les 15 janvier (social/services à la personne), 19 février (agriculture/industrie/agroalimentaire), 19 mars (esthétique/coiffure/soins), 16 avril (métiers d'art), 21 mai (droit/justice), 18 juin (nouvelles technologies/communication/médias).

www.jeunes01.fr
Tél. 04 74 24 44 46

AIN'FORMATIONS MÉTIERS

→ Les 13es rencontres Ain'formations métiers auront lieu du 20 au 22 mars 2014, à Ainterexpo (Bourg-en-Bresse). Fruit d'un travail partenarial – unique en France – entre le Conseil général, les chambres consulaires et l'Inspection académique, ce forum accueille chaque année près de 10 000 jeunes, leur permettant d'affiner leur choix d'orientation scolaire.

Au préalable, de novembre à février, huit tables rondes sont organisées dans les collèges, conviant les élèves et leurs parents à rencontrer des professionnels et des jeunes en formation. Prochains rendez-vous les 14 janvier à Divonne, 28 janvier à Arbent, 11 février à Artemare, 25 février à Péronnas. ●

www.ain.fr

FORUM DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

→ Organisé par le BIJ, en partenariat avec le pôle socioculturel de Saint-Denis-lès-Bourg, le forum 2014 se tient sur une journée entière, le 22 janvier, à Saint-Denis. La matinée sera axée sur le service volontaire européen, avec une conférence animée par les Francas. L'après-midi, les divers stands inviteront à s'informer sur comment partir à l'étranger, pour travailler, étudier, faire du bénévolat… Des professionnels et des jeunes témoigneront de leur expérience. ●

Tél. 04 74 24 44 46
www.jeunes01.fr

EMPLOI/FORMATION

Le SOFEO fait recette

→ ***Ce n'est pas un salon comme les autres.*** *Les exposants apprécient son accueil et son ambiance ; les jeunes, sa diversité et son efficacité. Le bilan 2013 du Salon de l'orientation, de la formation et de l'emploi d'Oyonnax (SOFEO) est élogieux. Il dépasse les chiffres de 2012 : plus de 2 000 visiteurs, dont moitié de demandeurs d'emploi, 154 exposants (72 entreprises, 82 centres de formations et institutionnels), 172 contrats d'embauche et 41 contrats en formation. Belles performances dans un bassin où il ne se passait pas grand chose en faveur de l'emploi des jeunes. La plus-value vient de la qualité des représentants des entreprises (des jeunes en situation, des maîtres de stage, des salariés qui savent parler de leurs métiers) et de l'implication des centres de formation. Une réussite qui correspond à la montée en puissance du lycée professionnel Arbez-Carme de Bellignat, de plus en plus en phase avec les attentes des jeunes et les besoins en compétences des entreprises locales.*

C'est la ville d 'Oyonnax qui a initié en 2010 ce salon en s'appuyant sur la Mission locale jeunes. L'an dernier, la voisine jurasienne, Saint-Claude, participait à titre expérimental. Elle reviendra l'an prochain en tant que co-organisatrice. La 4e édition du salon aura lieu le jeudi 23 mars, à Valexpo. ●

Tél. 04 37 62 10 00
www.epn.adeaformation.fr

En avant !

Les dernières statistiques de l'INSEE nous rappellent à point nommé que l'Ain est un département à la démographie galopante. Beaucoup nous envient ce dynamisme jamais démenti. En arrivant en Bresse, à l'aube des années 80, je me souviens qu'il venait à peine de passer le cap des 400 000 habitants. Trente ans plus tard, nous sommes plus de 600 000, soit 1,3 % de nouveaux habitants chaque année.
Comme toujours, les analyses des ordinateurs de l'INSEE vont jongler avec les soldes, naturels ou migratoires, les plus et les moins. Dans l'Ain, on naît autant qu'ailleurs (le solde naturel de 0,5 % est dans la moyenne nationale) ; en revanche, on y migre beaucoup, contraint, forcé, de son plein gré, par mutation ou par aimantation. Les " marges " (le pays de Gex, le Val de Saône, à un degré moindre la Côtière, mais aussi le Bas-Bugey qui redresse la courbe) profitent de cette porosité salutaire.

Ces données nous confortent dans notre décision de placer l'année 2014 d'Interaction sous le signe de la jeunesse (comme nous l'avons fait l'an dernier avec l'insertion par l'activité économique). À nous lire, on a parfois l'impression que nos pages reflètent l'image d'un département qui cède à la dépendance. Schéma départemental des personnes âgées, Ehpad, maladie d'Alzheimer, accueil de jour, soins palliatifs… L'Ain se soucie beaucoup de ses séniors.

La jeunesse est déficitaire dans nos colonnes, comme elle l'est ailleurs en terme d'expression, de représentation et d'intégration. Rien que l'emploi des jeunes mériterait d'être grande cause nationale tant sont injustes et injustifiées les difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à un travail. Il suffit de les écouter en parler pour savoir ce qu'ils pensent d'une société qui ne pense qu'à protéger ses privilèges. On est descendu dans la rue pour moins que ça. Pour les retraites par exemple.

Interaction sera donc plus attentif aux jeunes cette année. Nous commençons avec ce numéro : pour le Dossier, nous sommes tout simplement partis à leur rencontre, sans chercher à établir un panel représentatif. Dans le numéro de mars, la table ronde sera consacrée à l'emploi : elle aura lieu lors du 4e Salon de l'orientation, de la formation et de l'emploi (SOFEO) d'Oyonnax qui se veut très performant. Le 80e numéro, celui qui marquera nos 20 ans en juillet, sera entièrement consacré aux jeunes et nos partenaires mettront la main à la pâte. Le dernier numéro de 2014 proposera l'interview d'une " autorité " qui nous donnera des clés de lecture sur la jeunesse.

Toutes les idées, les prises de parole, les pistes et les réactions seront les bienvenues.

Soyez jeunes et, surtout, ne vous taisez pas !

Alain Gilbert
Directeur de la rédaction

Contacts : Site : www.interaction01.info
e-mail : redac@mg-editions.com

FLASH

Le trimestre en im

Spectacle intergénérationnel

L'idée avait germé il y a deux ans à la Petite unité de vie à Saint-Denis-lès-Bourg : créer un spectacle intergénérationnel retraçant, à partir des souvenirs des résidents, l'évolution des modes de vie au XXe siècle. Elle a fait son chemin, réunissant au fil des mois personnes âgées, familles, salariés et bénévoles de la Puv, élus, enfants du centre de loisirs, voisins, membres d'associations locales, de Tremplin, et autres partenaires.

Elle est devenue réalité le 1er décembre : dans une salle des fêtes comble, rendez-vous était donné pour « 100 ans de vie, 100 ans de mode », avec sur scène, plus d'une cinquantaine d'acteurs et figurants bénévoles, de 6 à 92 ans. Sans oublier toutes les « petites mains » en coulisses… Une manière active de créer du lien social.

Vêt'cœur à l'indienne

Il y avait un petit air d'Inde samedi 16 novembre à la salle des fêtes de Bellegarde. L'association d'insertion Vêt'cœur conviait à un défilé de mode, fruit d'un partenariat créatif unissant son atelier couture et l'ONG indienne INDP : les chatoyantes tuniques étaient créées par les couturières d'ici avec des tissus confectionnés par la coopérative de femmes de Pondichéry.
S'inscrivant à la fois dans le Mois de l'ESS* et la Semaine de la solidarité internationale, l'événement s'accompagnait d'une rencontre-débat animée par le président d'INDP.
Autre temps fort à la une de Vêt'cœur : l'inauguration de la « boutique » aménagée au sein de ses locaux, avec le soutien de la fondation Batigère et du Conseil général, en octobre. Accueil du public et vente s'ajoutent désormais aux savoir-faire en matière de couture (retouches, confection de linge de maison et accessoires) et de repassage, développés par les salariées en insertion.

* Économie sociale et solidaire

ages

Apéro-shopping solidaire

Le 17 octobre, il y avait également foule au 238, Grande rue à Montluel. La boutique Sols'Tisse invitait à son premier apéro-shopping. Outre les vêtements de seconde main, dûment collectés et triés par cette structure d'insertion créée en mai 2012 par Côtière Services, on pouvait y découvrir les créations de l'atelier couture de Tremplin (Bourg-en-Bresse) de la nouvelle collection automne-hiver de la griffe Tissons la solidarité.
Le partenariat entre les deux associations est actif depuis le début. Tremplin met ses containers à disposition de Sols'Tisse, qui lui rétrocède le surplus des tonnes de vêtements collectés. Au-delà du textile, Sols'Tisse a pour projet de récupérer également matériel de puériculture et mobilier. Une recyclerie se profile à l'horizon 2015 sur la Côtière…

Propriétaires solidaires

Mercredi 16 octobre, il y avait foule devant le 44, rue de la République, au centre-ville de Bourg-en-Bresse. Habitat et Humanisme des Pays de l'Ain inaugurait la réhabilitation de quatre logements destinés à des personnes n'ayant pas jusque-là accès à un logement décent. « Nous avons mobilisé des propriétaires solidaires, qui nous confient leurs logements, une large partie des travaux est prise en charge financièrement par l'OPAH*, Habitat et Humanisme assure la gestion locative et l'accompagnement des personnes logées », expliquait Alain Ziller, président de l'association. Quatre autres logements avaient déjà été réhabilités, onze autres devraient suivre.
Dans le Pays de Gex, Habitat et Humanisme avait créé une première résidence sociale en 2002, une deuxième est en construction. Sur la Côtière, le parc de trois logements s'étoffera de cinq supplémentaires.

* Opération programmée d'amélioration de l'habitat, de la Communauté d'agglomération

Les ASB aux Floralies

Du 8 au 17 novembre, les visiteurs des Floralies internationales de Bourg-en-Bresse ont pu admirer entre autres la « scène tropicale » réalisée par les Ateliers solidaires du Bugey. L'entreprise adaptée, implantée à Saint-Rambert, a ainsi démontré de belle manière le savoir-faire des travailleurs handicapés. Une quinzaine de salariés des trois pôles d'activité – conditionnement, métallerie, jardin espaces verts – se sont investis durant neuf mois pour créer un paysage de bois, plantes, fer et couleur, invitant petits et grands à découvrir tatou, iguane, calao, libellule et autres animaux et insectes de métal. Soit au total, plus de 800 heures de travail cumulées en amont, auxquelles s'ajoutent près de 600 h pour le montage et démontage du stand. Associé au projet, l'IME La Savoie a fabriqué la maisonnette en bois.
Une première réussie, qui ouvre la voie vers d'autres projets...

Marie-Claire Laurent-Sanna, directrice de la CAF de l'Ain :

« Il nous faut avancer avec notre temps »

ELLE A DÛ FAIRE VITE POUR PRENDRE SES MARQUES ET OUVRIR DE GROS CHANTIERS COMME LA COG (CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE GESTION). C'EST UNE FONCEUSE QUI SAIT DÉFENDRE SA BOUTIQUE ET BOOSTER SES ÉQUIPES. ENTRETIEN APRÈS 18 MOIS DE PRÉSENCE DANS L'AIN.

Vous n'échapperez pas à la question sur votre parcours.
J'ai débuté dans une association, Sauvegarde de l'Enfance sur Villefranche/Tarare. J'ai ensuite été recrutée à la CAF de Villefranche. J'ai pu suivre la formation en interne pour préparer l'EN3S, l'École nationale supérieure de la Sécurité sociale, implantée à Saint-Étienne. En général, on s'engage dans ces formations pour devenir agent de direction et accepter un parcours de mobilité. Je suis partie à Bourges en Assurance-maladie, puis à Périgueux en tant que directeur adjoint. J'ai retrouvé la branche Famille en Creuse, comme directrice de la CAF. J'ai ensuite candidaté dans l'Ain.

Comment fait-on pour passer de la Creuse à l'Ain ? D'un département rural à un département rural, mais à forte progression démographique. Et de plus, beau !
L'Ain est un beau département, la Creuse aussi. Contrairement aux idées reçues, j'ai rencontré là-bas des gens fort riches de leur militantisme et leurs engagements. Avec beaucoup moins qu'ici, ils font des miracles qu'ailleurs on ne sait pas faire ! Réduire les inégalités territoriales et sociales, je suis pour ! La Creuse m'a convaincue de la nécessité de maintenir le service public en milieu rural.

N'êtes-vous que de passage ?
Je suis là. Je dirige une belle CAF, dans un beau département où il y a un partenariat de qualité. Vu de Paris, l'Ain est un département tranquille, plutôt catalogué dans les territoires ruraux mais ruraux dynamiques, épargné par le vieillissement et la baisse démographique, avec une CAF qui se situe bien dans ses engagements de service, dans toute la politique sociale qu'elle a menée avec ses partenaires.

Vous ne mettez pas votre drapeau dans votre poche quand il s'agit de la défendre.
J'essaie de ne pas le mettre. Il y a beaucoup de drapeaux qui s'agitent autour de nous et souvent le nôtre n'est pas vu.

Les CAF sont un peu comme des fourmis : nous travaillons sans vraiment nous montrer. Je préfère montrer la réalité de ce qu'on fait.

Vous êtes un opérateur économique essentiel dans ce département.
Bien sûr. Le nombre de familles qui passent au-dessus du seuil de pauvreté grâce aux prestations est important. La CAF de l'Ain distribue 482 millions de prestations aux familles. Nous sommes un acteur économique qui a le souci permanent de solvabiliser le pouvoir d'achat. Ça, on ne le dit pas ! Et sans compter les 37 millions dédiés à l'action sociale… Nous injectons un demi-milliard dans le département pour payer des prestations, développer des équipements et des services pour les familles.

Étant entendu qu'on est plus proche de l'aide familiale que de la prestation RSA ?
Le public de la CAF de l'Ain est familial à 70 %. C'est étonnant ! La moyenne nationale se situe aux alentours de 50 %. Tant mieux pour le département ! Même si la crise existe ici aussi, même si elle est arrivée avec un certain décalage. Le chômage augmente. Je dis à mes équipes : tout ce qui a été fait jusqu'à présent dans l'Ain est très bien. Mais prudence : la configuration du département nous a protégés. La crise frappe de plein fouet parce qu'elle n'arrive que maintenant.

Peut-on dire que la maison CAF vit une révolution interne dans ses modes de fonctionnement ?
Ce n'est pas nouveau. Depuis 1996, nous pratiquons la contractualisation… Les lois de finances de la Sécurité sociale et les conventions d'objectifs et de gestion permettent à l'État de fixer les axes qu'il souhaite faire passer en matière de politique familiale à travers la branche famille. C'est une grande révolution. La contractualisation nous fixe des objectifs : gestion maîtrisée des dépenses, qualité du service rendu. C'est ce qui nous a fait progresser.

Tous les agents partagent cette démarche ?
Ce sont les objectifs qui nous sont demandés et sur lesquels nous travaillons pour nous mettre en ordre de marche. Il y a un élément que nous ne pouvons cacher : puisque nous sommes organisme de sécurité sociale, les pouvoirs publics nous demandent de contribuer à la réduction des déficits. Nous sommes aussi dans une logique de non-remplacement systématique des départs. Nous gelons, nous rendons des postes et économisons sur les frais de fonctionnement.

Et ça fonctionne toujours aussi bien ou mieux ?
Mieux, ce serait présomptueux. Ça met un peu plus de tension sur la charge surtout sur les périodes intermédiaires où nous devons changer nos façons de travailler. Ça ne fait pas toujours de mal de se reposer ce genre de questions.

Quand la CAF ferme le mardi, c'est pour les dossiers en retard ?
J'assume complètement. La charge de travail augmente, comme les contraintes de gestion. D'accord, ce n'est pas satisfaisant de dire « On ferme l'accueil », mais le téléphone et le caf.fr restent ouverts ! Est-il préférable d'être ouvert tous les jours et de dire aux personnes « Désolée, votre dossier n'est pas traité parce que nous avons beaucoup de travail » ? La démographie augmente dans ce département.

Et vos moyens ?
Ils diminuent. La crise passe par l'Ain. La CAF est sollicitée parce qu'elle est un amortisseur social. La redistribution que nous opérons dans les ménages est vitale : « Si je suis au chômage, est-ce que je peux avoir droit à plus d'aide au logement ? » ; « J'attends un enfant » ; « Je me sépare ». On vient se rassurer ou interroger la CAF pour savoir si on peut avoir quelque chose de plus.

> *« Nous injectons un demi-milliard dans le département »*

Aurez-vous encore de l'argent pour les crèches, les haltes-garderies et les multi-accueils ?
Oui, puisque c'est une priorité réaffirmée dans notre COG. Il nous faut maintenant réduire les inégalités sociales et territoriales. Nous aurons des bonus pour les territoires qui ne sont pas couverts. Nous accompagnerons les gestionnaires pour que dans les équipements et services, on ait une attention plus forte à la lutte contre la pauvreté, pour que les populations les plus en difficulté aient bien accès à tous les services.

Les centres sociaux sont les derniers facteurs d'équilibre dans les quartiers. D'autres seront-ils créés ?
L'objectif des CAF est de s'assurer du maillage territorial pour garantir à tous l'accès aux mêmes services. Cela fait partie de notre mission. C'est de l'argent public. On ne doit pas mettre tous nos œufs dans le même panier et se dire : il y a des secteurs dans le département où on aurait beaucoup de services et d'autres qui seraient de vrais déserts. Nous aurons une priorité des financements, là où il n'y a pas encore de centres sociaux, là où il n'y a pas de crèches. Cela renvoie aux attentes des familles. Pour concilier vie familiale et vie professionnelle, les parents ont du mal à trouver des modes de garde. Nous devons développer les services aux familles, quitte à opérer un rééquilibrage de quelques pourcents entre ce qu'on donne en prestations et ce qu'on donne pour les équipements et services. À une condition : égal accès pour toutes les familles.

Avez-vous le droit de dire quelle famille vous préférez ?
J'aime la politique familiale française parce qu'elle est neutre et qu'elle n'a pas de modèle. On peut critiquer ! Quand on voyage ailleurs, on nous dit « La France a un modèle familial très développé ». Notre Droit suit l'évolution des familles. Revenons aux territoires : les chiffres nous montrent que la typologie des familles de l'Ain reste assez traditionnelle. On dénombre moins de familles monoparen-

tales qu'au niveau national ; moins de séparations, moins de familles recomposées. Nous sommes plus dans la famille traditionnelle.

Y compris au sein du conseil d'administration de la CAF ?

Ses choix politiques intègrent la diversité des familles. Quand nous préparons nos orientations, nous avons des débats de fond. Dans un pays comme la France, est-il acceptable que des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté ? On ne peut l'admettre. Malgré notre politique familiale et notre protection sociale sophistiquées, il y a encore des enfants qui vivent ainsi. Des adultes, ce n'est pas bien, mais des enfants ! Avec le CA, nous regardons comment notre politique peut les accompagner, sans nous substituer au Conseil général dont la mission est de venir en aide aux familles en grande difficulté. Mais nous avons vocation à accompagner les familles dans leur diversité et à des moments difficiles de la vie (séparation, décés), les familles monoparentales et recomposées, l'homoparentalité… Nous ne devons pas stigmatiser un modèle plutôt qu'un autre.

Il n'y a pas un modèle de famille CAF ?

Non, non, non, trois fois non ! La famille CAF est mosaïque, monoparentale, avec des enfants qui naissent hors mariage. Nos prestations accompagnent l'évolution des modèles familiaux. Quand nous payons des prestations pour la garde alternée, c'est compliqué, mais nous le faisons ! Quand on accompagne financièrement des lieux rencontre, c'est pour qu'un enfant garde le lien avec son père ou sa mère, au-delà de la séparation. Quel que soit le modèle familial, nous accompagnons dans l'intérêt de l'enfant.

Comment faites-vous pour définir les valeurs de la famille ?

Il n'appartient pas à la branche famille de défendre les valeurs de la famille. Elle doit défendre sa diversité et ses besoins. Il appartient aux associations militantes de défendre ces valeurs, avec peut-être une connotation de modèle. Nous, en tant qu'organisme chargé d'une mission de service public, nous agissons dans la neutralité.

Aujourd'hui, parler de la famille, c'est se référer à des seuils de fiscalisation.

La politique familiale, ce n'est pas seulement les prestations.

Le quotient fiscal y contribue aussi. Il détermine tous les avantages connexes des familles nombreuses et des autres. Il engendre des choix politiques de critères de ressources. La politique familiale est-elle seulement familiale ou familiale et sociale ? À un moment donné, vous pouvez avoir de nombreux enfants et des ressources très élevées. La solidarité nationale doit-elle vous aider sous prétexte que vous faites des enfants pour la Nation ? Vaste débat…

Il y avait égalité des familles face aux allocations. Faut-il revenir là-dessus ?

C'est de la responsabilité des politiques. On l'a vu en début d'année avec le rapport Fragonard. Il y avait plusieurs hypothèses : la mise sous condition de ressources ou la fiscalisation. De par l'attachement viscéral des Français à la politique familiale, mais aussi d'associations militantes, on reste sur un modèle qui, dans le contexte actuel, me semble difficilement compatible à long terme. Des prestations pour deux enfants quand on touche 5 000 € par mois, ce n'est pas la même chose que 120 € de prestation quand on en touche à peine 1 000. Il y a l'équité, la justice sociale. En 1945, les allocations étaient considérées comme un levier pour la démographie. Aujourd'hui, c'est un levier pour le pouvoir d'achat et pour la réduction des inégalités salariales. Même débat pour le quotient fiscal. L'avantage fiscal donné dans le cadre de la politique familiale avantageait ceux qui payaient des impôts.

Quel sera votre calendrier 2014 ?

Nous devrons dans chaque département décliner le contrat la COG pour l'adapter à la réalité territoriale. C'est un travail que nous menons avec les équipes en prise avec les territoires, les équipes internes au niveau des prestations, en lien aussi avec nos administrateurs et les commissions. La version finale sera soumise à la validation du CA au premier trimestre 2014.

Votre CA est-il consultatif ou délibératif ?

Il a un avis à rendre et il doit donner mandat au président de signer la convention d'objectifs et de gestion validée par la caisse nationale. Nous sommes autonomes mais nous ne sommes pas indépendants.

Vous souhaitez accélérer le mouvement de caf.fr.

Oui, pour être sûr que tous les allocataires qui sont dans cette démarche soient bien au courant de tout ce qu'on peut proposer. Mais aussi pour l'interne : les meilleurs vecteurs et les meilleurs promoteurs du site caf.fr sont nos agents. Il faut qu'ils en soient convaincus. Nous démontrons que nous sommes un service public moderne. Nous ne sommes pas qu'un opérateur ou qu'un payeur. Nous avons un vrai sens du service public auquel je crois beaucoup. Il nous faut avancer avec notre temps.

Propos recueillis par Alain Gilbert

REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

Un dispositif **à améliorer**

→ L'étude « RSA et sortie de pauvreté », menée par la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE), a été présentée à des allocataires de l'Ain.

→ 44 % des bénéficiaires du RSA ne savent pas lequel ils reçoivent (socle ou activité). 58 % des familles monoparentales vivent avec moins de 800 € par mois. Autant de bénéficiaires recourent à l'aide d'un proche. Tels sont quelques-uns des constats de l'étude « RSA et sortie de pauvreté », menée par la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE) en 2012 auprès de 2 000 allocataires en Rhône-Alpes, dont des bénéficiaires de l'Ain.

Le 26 septembre dernier, l'étude soutenue par six Départements et six CAF, et exposée au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Paris, a été présentée aux bénéficiaires du RSA réunis en groupes ressource par le Conseil général pour élaborer un livret d'accueil. *« Le gouvernement s'interroge sur les effets du RSA. Au-delà des chiffres, la connaissance des parcours des bénéficiaires permet de faire remonter leurs besoins à l'État pour faire évoluer le dispositif. Notre volonté est de l'améliorer sur notre territoire »*, confiait Hélène Ferra du domaine Insertion. Paradoxe du dispositif selon le témoignage d'allocataires présents : le décalage de temps entre la prise en compte des ressources de la personne pour déterminer le montant du RSA. ●

www.mrie.org / Nos publications / 2012

SYSTÈME D'ÉCHANGES

Bientôt des **Accorderies dans l'Ain**

→ Une heure de service reçu = une heure de service rendu, quel que soit le service. C'est le principe des Accorderies, systèmes d'échanges et coopération fonctionnant sans monnaie, même fictive à l'instar des SEL (Systèmes d'échanges locaux). Né au Canada, labellisé par la le concept se développe en France : après Chambéry, Paris et Die, une quatrième Accorderie devrait voir le jour au printemps 2014, à Ambérieu-en-Bugey. *« L'objectif, c'est de lutter contre l'isolement, l'exclusion »*, souligne Nadine Château, membre de La Corde Alliée, association porteuse du projet. *« L'accordeur ne paye pas d'adhésion, il s'inscrit simplement. Pour être labellisée, l'Accorderie doit avoir un salarié, qui anime et gère la base de services, et un local. »*

Un projet de création d'une Accorderie est également lancé à Bourg-en-Bresse. ●

lacordealliee@hotmail.fr
www.accorderie.fr

EMPLOI

Coup de pouce pour les bénévoles des PIE

→ Le bilan d'activité 2012 des PIE de l'agglomération burgienne a été présenté le 18 octobre sous forme de jeu TV.

→ Fréquentation en hausse dans les huit permanences, taux de sortie des personnes accueillies de 45 % et accompagnement renforcé des bénévoles, tels sont les faits marquants des Points Info Emploi (PIE) de Bourg-en-Bresse Agglomération en 2012. *« Nous accompagnons les gens jusqu'à préparer l'entretien d'embauche. Dans le cadre du partenariat avec les Coiffeurs de l'espoir, on peut même donner un "coupon coiffure" pour aider la personne à mieux se présenter »*, confie Muriel Bansillon, responsable des PIE. Outre leur réactivité aux demandes des entreprises, les PIE se sont distingués par l'accompagnement de la cinquantaine de bénévoles qui accueillent les personnes. *« En février 2013, nous avons créé le programme Coup de pouce pour les bénévoles. La moitié sont en recherche d'emploi. L'idée est de créer un réseau pour les aider à trouver du travail. »* ●

EXPOSITION

Ohm-art chez Emmaüs

→ Extrait de l'exposition « Le temps d'attendre ».

→ *« Faire entrer l'extérieur à l'intérieur des lieux de vie des compagnons »*, tel est l'objectif du travail artistique mené par Sarah Mulot, photographe, Julien Vadet, compositeur sonore, et Cédric Champeval, performeur, du collectif Ohm-art, avec sept communautés Emmaüs en Rhône-Alpes. Basée sur le principe de la *camera obscura*, l'expérience menée en résidence à la communauté Bourg-Servas en juillet 2012 a donné lieu à l'exposition « Le temps d'attendre » à l'Hôtel Marron de Meillonnas (H2M) à Bourg-en-Bresse, du 22 au 24 novembre dernier. *« Ce qui est le plus important dans ce projet, c'est la rencontre humaine. L'action permet aussi de tisser des liens entre les communautés »* souligne Cédric. *« On espère que l'initiative sera présentée au Salon international Emmaüs à Paris en juin »*, note Karine Terraz, responsable de la communauté Bourg-Servas. À suivre. ●

SEMAINE POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Au Village des **ESAT**

→ L'ADAPT de Peyrieu présentait ses murs végétaux.

→ Forts du succès de la première édition en 2012, l'ADAPT Ain, le club handicap du Medef de l'Ain et les vingt-trois établissements de travail protégé et adapté du département ont reconduit cette année, sur un autre bassin d'emploi, le « Village des entreprises adaptées et ESAT de l'Ain ». Après la Plaine de l'Ain, rendez-vous était donné cette fois à Saint-Denis-lès-Bourg, le 21 novembre. Objectif : faire se rencontrer les structures et les partenaires et clients potentiels.

Stands et démonstrations – et table ronde avec témoignage de grandes entreprises – invitaient à découvrir les savoir-faire des travailleurs handicapés. Menuiserie, mécano-soudure, montage électrique, vitrerie, espaces verts, réalisation de murs végétaux, logistique, imprimerie, couture, produits du terroir, prestations de services… La journée offrait un bel aperçu de la gamme des activités et démontrait, si besoin était, que les établissement savent innover, s'adapter aux demandes des clients, mutualiser leurs compétences.

Réactualisée, la cartographie des entreprises adaptées et ESAT de l'Ain est disponible auprès de tous les établissements. ●

SPORT ADAPTÉ

Opération pilote **UNSS**

→ Chaque enfant porteur d'un handicap mental a couru avec un élève volontaire du milieu ordinaire.

→ Mercredi 27 novembre, cinquante enfants des IME* Georges Loiseau, Prélion et l'Armaillou, et des ITEP** Paul Mourlon et Château de Saint-Graz, ont participé au cross UNSS 2013 à Saint-Vulbas. Depuis 2007, la délégation de l'Ain ouvre les portes de son calendrier sportif aux enfants porteurs d'un handicap mental. *« C'est une course en binôme : un élève volontaire du lycée du Bugey ou du collège de Lagnieu court avec un jeune licencié en sport adapté »*, précise Sabila Mouala, conseillère technique du Comité départemental de sport adapté (CDSA). ●

*Institut médico-éducatif

**Institut thérapeutique éducatif et pédagogique

TROPHÉE

Val Horizon et Domb'Innov pour la coopération économique

→ L'association Val Horizon à Trévoux, investie dans l'animation socioculturelle, la petite enfance et les chantiers d'insertion, est l'un des huit lauréats des Trophées régionaux de l'économie sociale et solidaire (ESS) 2014. Ce prix salue le dynamisme de Val Horizon qui a notamment été choisie pour prendre la tête du premier pôle territorial de coopération économique (PTCE) finalisé dans l'Ain : Domb'Innov. *« Le Labo de l'ESS, fondateur du concept, définit le PTCE comme le regroupement, sur un territoire donné, d'initiatives et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, associé à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation,* précise Armand Rosenberg, directeur de Val Horizon. *Domb'Innov permet d'incuber de nouvelles entreprises sociales pour développer les offres de services sur le territoire et de mutualiser les moyens entre entreprises de l'ESS pour qu'elles puissent se développer dans de meilleures conditions. Le pôle procure une dynamique supplémentaire pour promouvoir l'ESS. »* ●

www.lelabo-ess.org

PRÉVENTION

Premier contrat local de santé **dans l'Ain**

© S.Buathier - Ville de Bourg-en-Bresse

→ Le Contrat local de santé de Bourg-en-Bresse a été signé entre le Conseil général, l'Agence régionale de santé (ARS), la Ville et la préfecture de l'Ain.

→ *En partenariat avec l'Agence régionale de santé (ARS), la préfecture et le Département de l'Ain, la Ville de Bourg-en-Bresse ont signé un Contrat local de santé le 29 novembre dernier. Troisième du genre en Rhône-Alpes après ceux de Valence (Drôme) et Saint-Étienne (Loire), le CLS de Bourg-en-Bresse doit permettre de fédérer les acteurs locaux autour de la promotion de la santé, la prévention et l'accès aux soins.*

Le diagnostic partagé montre que Bourg-en-Bresse présente des particularités au niveau de certaines pathologies, en termes d'accessibilité aux soins et que l'offre de soins et de prévention est souvent mal connue des professionnels sociaux et médico-sociaux. Huit priorités d'action sont ainsi définies, parmi lesquelles la santé des personnes handicapées et des personnes âgées, la santé mentale et la santé des jeunes.

La gouvernance du CLS de Bourg-en-Bresse est assurée par un comité de pilotage, un comité technique et des groupes de travail thématiques. Le partenariat sera élargi à d'autres acteurs à partir de 2015. ●

→ Les échanges ont notamment mis en évidence le manque de visibilité des SIAE.

Des entreprises de services **au service des entreprises ?**

Objectif atteint ! Dans le cadre du Mois de l'économie sociale et solidaire (ESS), la table ronde d'InterAction, organisée en partenariat avec l'Union des structures d'insertion par l'économie de l'Ain (USIE) et l'Institut régional et européen des métiers de l'intervention sociale (IREIS), a favorisé le dialogue entre les acteurs de l'ESS et de l'économie conventionnelle. Le thème *« Des entreprises de services au service des entreprises »* se voulait l'aboutissement d'un travail annuel en lien avec l'USIE, créée en 2010 pour fédérer diverses structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) sur l'Ain : associations, entreprises d'insertion (EI), associations intermédiaires (AI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), sociétés coopératives participatives, d'intérêt collectif (SCOP, SCIC), groupements d'employeurs solidaires, ateliers et chantiers d'insertion (ACI)…

Pour ces structures, la table ronde avait également pour objectif d'obtenir une plus grande lisibilité. Pour rappel s'il en était besoin, l'IAE est un champ de l'ESS qui permet à des personnes en situation de précarité de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Le parcours des personnes

Dans l'Ain, ces personnes sont orientées vers des structures spécialisées dans des secteurs d'activité très variés : services aux personnes, aux collectivités, nettoyage, gestion des déchèteries, maraîchage bio, conditionnement, sous-traitance industrielle, épicerie, restauration, lavage auto, et l'intérim. Ces entreprises signent des conventions avec l'État, le Conseil général, la Région et Pôle emploi.

Le parcours des personnes en insertion et leur progression vers un emploi de droit commun a concentré les débats. Si à l'instar de Dynacité, l'insertion est considérée comme un véritable outil au service de la responsabilité sociétale, il manque des maillons entre le monde de l'IAE et les entreprises. Mais l'expérience des AI, comme en a témoigné l'Association Intermédiaire Domicile Services (AIDS) impulsée par le réseau ADMR de l'Ain, montre que la passerelle vers l'entreprise classique peut exister facilement par leur biais.

Pour permettre de favoriser l'accès à un emploi, l'idée de mieux faire connaître l'IAE a également fait consensus, autant que son préalable : la formation. Car sans elle, les personnes ne peuvent pas avancer dans l'emploi. Mutualiser les moyens de formation des SIAE constituerait ainsi une piste. Á suivre. ● **A.S.**

→ La force des SIAE se trouve aussi dans leur ancrage territorial et dans l'innovation.

DÉBAT

Des entreprises de

DANS L'AIN, L'UNION DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE (USIE) FÉDÈRE 48 STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (SIAE). DIALOGUE ENTRE CES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) ET CEUX DE L'ÉCONOMIE CONVENTIONNELLE.

Quel est le rôle des institutions et des entreprises partenaires des SIAE ?

« Dans le dispositif, l'État s'occupe des financements en partie. D'une part, nous gérons la Commission départementale de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) qui donne des informations pour les SIAE et des avis sur le Fonds départemental pour l'insertion (FDI). L'État intervient aussi en lien avec les instances des territoires sur les ouvertures et fermetures de structures d'insertion en adéquation avec les besoins », expliquent Chantal Garnier-Chesneau et Cécile Mercier-Girardin représentant la Direccte[1]. *« L'État effectue des contrôles car il s'agit d'aides financières allouées pour accompagner du public en insertion. »* Pour le Département, le maître mot est *« partenariat »*. *« Le soutien à l'IAE, c'est presque 400 prestations d'accompagnement financées, 33 partenaires conventionnés et 800 personnes accompagnées par an. Nous travaillons dans un climat de confiance, tout en évaluant et en participant au travail de la DIRECCTE. Je suis aussi pilote des clauses d'insertion dans les marchés publics »*, explique Nadège Pscheniska, responsable du domaine Insertion au Conseil général. *« Je m'adresse spontanément à l'USIE[2], qui est en lien avec les SIAE, pour être efficace au service des entreprises qui nous demandent des candidats. »* La démarche relève de la responsabilité sociale de l'entreprise, estime Fabienne Gouilloux-Weber, responsable Développement Ressources humaines de Dynacité. Le premier volet d'intervention du bailleur social concerne l'obligation d'intégrer une clause insertion dans les marchés de travaux financés par l'ANRU[3]. *« Nous allons au-delà. »* Le second porte sur le recrutement temporaire de personnel en insertion. *« Dynacité a confié 2 600 missions d'insertion en 2012, représentant 100 000 heures et 55 équivalents temps plein (ETP). Un groupement d'associations pilote le dispositif dans l'Ain, le Rhône, la Saône-et-Loire et l'Isère. »*

Peut-on évoluer au sein d'une SIAE ?

Pour les salariés en insertion, les sorties positives existent. *« Sur 23 chargés d'entretien recrutés, 50 % viennent de l'insertion »*, témoigne Fabienne Gouilloux-Weber. Mais une vigilance des entreprises classiques est requise pour ces personnes. Outre la nécessité d'être réactive, l'EI Bou'sol souligne la difficulté à trouver la personne en capacité de réaliser la prestation en toute autonomie. L'USIE tempère cette préoccupation en évoquant un partenariat qui a pro-

→ **Nadège Pscheniska, Conseil général de l'Ain :**
« Nous participons au travail de la DIRECCTE pour mettre en valeur le travail qualitatif. »

→ **Armand Rosenberg, Groupe Val Horizon :**
« On vient de recruter notre premier commercial en le mutualisant avec l'association Domb'Innov. »

→ **Fabienne Gouilloux-Weber, Dynacité :**
« Il faut une vraie volonté de l'entreprise. »

→ **Pascal Viallon, société Quinson-Fonlupt :**
« C'est aussi à nous, entreprises, de montrer l'exemple en allant vers l'insertion. »

services au service des entreprises ?

fessionnalisé des salariés. Les fiches emploi des chargés d'entretien de l'Office public de l'habitat (OPH) de l'Ain ont servi de modèle à l'URSIE (3) pour définir les missions de ses intérimaires. L'expérience de l'Adapa, d'AIDS et de Bou'sol montre qu'une personne en insertion peut intervenir à domicile après être passée dans une structure passerelle, telle qu'une association intermédiaire. Pour Pascal Viallon, directeur général de Quinson-Fonlupt, *« l'objectif est d'être un tremplin pour un autre emploi »*. Mais l'entreprise de propreté GSF Orion perçoit les clauses d'insertion comme un coût supplémentaire. *« 12 % des personnes recrutées en 2012 viennent pourtant de l'insertion »*, ajoute Saïd Belkhiri, responsable de l'agence de Bourg-en-Bresse. Une jeune fille de 21 ans ayant trouvé son emploi chez AIDS indique : *« En tant que prestataire de service, les exigences sont les mêmes. »* Paul Dresin, président d'AG2I, tient à raisonner comme une entreprise. *« La forme coopérative est rôdée et marche bien. »* La Direccte rappelle toutefois que la première mission des SIAE est l'accompagnement social. Bénédicte Salaun, directrice de l'AGCR, met en avant la notion de parcours de la personne : *« L'une des difficultés, c'est de parvenir à faire progresser une personne pour qu'elle puisse atteindre un emploi de droit commun. La notion de temps est très importante pour nos salariés. »*

Quels sont les autres constats des SIAE ?

La mutualisation des SIAE est l'un des principaux points évoqués. Conventionné avec l'Usie depuis 2010, le Conseil général travaille en ce sens. *« Un interlocuteur de ce type-là est essentiel car les SIAE sont nombreuses. Nous nous sommes engagés à travailler sur leur mutualisation, à soutenir la formation des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en poste dans ces structures »*, commente Nadège Pscheniska. *« Les SIAE représentent 2 128 salariés en 2012, soit 698 ETP »*, complète Caroline Bertrand, chargée de mission de l'USIE. Mais ils travaillent souvent à temps partiel dans des secteurs d'activité variés. *« Unifier les différentes structures d'insertion semble compliqué car elles s'adressent à des publics différents »*, selon la Direccte. *« Aussi bien dans le contexte de l'entreprise privée qu'institutionnelle, l'atomisation peut être gênante pour l'État ou les collectivités locales, mais elle procure une émulation sur le plan local. Si concurrence il y a, c'est au profit de la qualité »*, réagit Marc Paris, administrateur de Bou'sol. Pour Pierre Eymard-Duvernay, directeur d'Envol, également membre de l'USIE, *« nous avons une grande difficulté à intéresser les entreprises à nos publics malgré les formations »*. L'idée de mieux communiquer fait l'unanimité. *« Souvent notre faiblesse, c'est de ne pas avoir de service commercial »*, précise Armand Rosenberg, directeur général du Groupe d'entreprises sociales Val Horizon. La force des SIAE se trouve également dans leur ancrage territorial et dans l'innovation. *« Sur un territoire comme le Pays de Gex, le rapprochement avec les entreprises s'est fait dans le cadre d'un terrain d'expérimentation »*, conclut Caroline Bertrand. ● **A.S.**

> *« Il existe encore de fortes résistances. »*

(1) Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.
(2) Union régionale des structures d'insertion par l'économique.
(3) Agence nationale pour la rénovation urbaine.

→ Caroline Bertrand, USIE :
« Nous ne sommes pas dans de gros volumes de salariés. Nous brodons un peu avec leurs compétences. »

→ Bénédicte Salaun, AGCR :
« Insérer une personne a un coût sociétal, mais participe à diminuer le coût pour la société. »

→ Saïd Belkhiri, agence GSF Orion
« Quand je dis qu'une SIAE n'est pas assez visible, je souligne le problème de communication. »

→ Chantal Garnier-Chesneau, chargé de l'IAE, DIRRECTE :
« Il n'y a pas de concurrence déloyale entre les SIAE car elles n'ont pas les mêmes publics. »

→ Cécile Mercier-Girardin, directrice adjointe Emploi, DIRRECTE :
« Comment unifier une entreprise d'insertion (EI), un Atelier et chantier d'insertion (ACI) ou une Association intermédiaire (AI) qui ont des publics particuliers ? »

ENGAGEMENT

Le goût **des autres**

C'EST L'HISTOIRE D'UNE PASSION DEVENUE VOCATION. CELLE D'UNE BELLE PERSONNE VOUÉE AU SERVICE DE TOUS LES ÂGES.

« Dans la vie, on a deux jambes. L'une est psychologique, l'autre spirituelle. Elles doivent grandir en même temps. » Pour Marie-Claude Desprat, fondatrice de l'association Détente et loisirs, puis de Joz'dir à Viriat, ces mots résonnent doublement. Professeur d'éducation physique au lycée technique de Brou à ses débuts en 1966, elle opte pour une mission à la Direction départementale de la jeunesse et des sports quatre ans plus tard. Sa motivation ? Mieux s'occuper du club de gymnastique qu'elle a créé à l'âge de 18 ans, concrétisant ainsi son rêve d'enfant. Son projet ? Que la personne se réalise. *« Mais à cause des mauvaises conditions matérielles, j'y ai laissé ma santé,* confie la gymnaste quarante-trois ans plus tard. *Nous n'avions pas de fosse de réception. Recevoir les gosses dans les bras, soir après soir, ça laisse des traces ! »* En 1976, le corps lâche. La technicienne est obligée de renoncer à sa passion sportive. Pourtant élevée dans l'amour des autres, elle renonce aussi à son mari et croit perdre la foi.

Ouvrir les yeux

Profondément éprouvée par ces événements, elle laisse une page de sa vie professionnelle et de sa vie personnelle se tourner. C'est une question de santé publique qui lui remet le pied à l'étrier. Durant douze ans, Marie-Claude Desprat va participer à la promotion de son sport auprès des retraités en milieu rural. Les clubs de gym fleurissent. La femme blessée garde confiance et suit parallèlement des formations psychologiques. Elle découvre les enseignements de Jacques Salomé, psychosociologue et écrivain, et de Bernard Dubois, pédiatre membre de la Communauté des Béatitudes, qui anime désormais des retraites de relecture de vie au Puy-en-Velay, dans le cadre de l'association privée Anne-Peggy Agapè.

Á partir de 1988, la mission ministérielle évoluant, Marie-Claude Desprat s'occupe de l'insertion des jeunes en difficulté par le sport.

En 1991, elle participe à un groupe de prière. Il permet de libérer la parole et esquisse les fondements d'un nouveau projet. Deux ans plus tard, les statuts de l'association Joz'dir sont déposés. Marie-Claude Desprat aide alors des personnes divorcées à faire leur deuil et à repartir dans la vie. Quand sonne l'heure de la retraite en 2000, elle saisit l'opportunité de partir à 58 ans pour se consacrer à l'association.

→ *Marie-Claude Desprat.*

Culpabilisant

Aujourd'hui, les activités de Joz'dir sont centrées sur l'aide à la parentalité à travers la méthode Faber et Mazlish, visant à améliorer la communication entre adultes et enfants. Ateliers des parents et conférences sont proposés. Marie-Claude Desprat connaît bien son sujet. *« Á mon époque, les choses importantes, il ne fallait pas les partager avec les enfants. Aujourd'hui, on est complètement dans l'inverse. Les parents en font trop supporter à leurs enfants. Avec Joz'dir, nous essayons de les aider dans leur rôle éducatif qui est culpabilisant, pour rétablir un équilibre, que ce soit moins dévastateur pour les enfants. Il faut arrêter "d'adultifier" les enfants. C'est très vrai dans les familles monoparentales et recomposées. Des parents pensent que tout dépend d'eux, mais pas du tout ! »*

> *« Il faut arrêter "d'adultifier" les enfants »*

Deux fois maman et trois fois grand-mère, Marie-Claude Desprat a le sentiment d'avoir accompli des missions tout au long de sa vie. *« J'ai entendu un jour dire que "Quand on crée, on répare quelque chose dans sa vie". Je confirme ! »* ● **A.S.**

le magazine du social dans l'Ain

INTER *action*

N° 78 . DÉCEMBRE 2013

CONSEIL GÉNÉRAL

Event 01 : vivre les écrans autrement

/ p. 24-25

Le Cahier partenaires

→ Ali Abed

Les invisibles
Un pas vers leur reconnaissance

Chibanis, anciens, première génération, invisibles, immigrés, vieux migrants, Sonac… Des termes utilisés pour désigner toute une population qui a sacrifié sa jeunesse au service de la France et des familles restées au pays. La notion de provisoire leur a imposé des conditions de vie dures, presque intolérables. Tous étaient animés par l'espoir de gagner beaucoup d'argent en peu de temps et de rentrer au pays avec un projet économique permettant un confort de vie…

Le temps passe. La santé s'épuise. Les espoirs se diluent dans les arrêts maladie répétitifs et les périodes de chômage technique. Le lien avec la famille se renouvelle à chaque voyage permettant de découvrir les nouveau-nés et de présenter les condoléances aux familles des défunts. Le lien social se rétrécit chaque année comme peau de chagrin… Les vacances sont aussi des moments privilégiés pour réparer les blessures narcissiques causées par le statut d'immigré : les remerciements, les sourires et la joie de ceux qui reçoivent les cadeaux sont les seuls signes de reconnaissance de l'effort fourni en exil et la seule compassion à la souffrance.

La France, vous, nous, les pays d'origine… Que savons-nous de cette population si silencieuse ? Sommes-nous indifférents à sa souffrance, honteux de la voir circuler différente des autres ? Sommes-nous contents de la voir docile, sans revendications ? Ces dernières années, les cris des militants ont réveillé la conscience de la France : les chibanis aussi ont contribué à nous libérer du nazisme, contribué à la reconstruction de notre pays, contribué aux Trente Glorieuses. Nous avons pris conscience de ce mépris et de notre dette. Nous avons compris que leur silence ne signifie pas consentement. Cette population si éloignée de la revendication passe à côté de ses droits les plus élémentaires, à la retraite, aux soins, au loisir et au logement digne et adapté.

Des projets, des missions et des commissions, dont une parlementaire, sont mis en place pour les comprendre et leur permettre d'accéder à leurs droits. Un pas vers la reconnaissance de ces invisibles souvent suspectés de fraude et obligés de présenter leur passeport pour prouver qu'ils n'ont pas dépassé, avec leur famille, le temps fixé par les administrations et les organismes payeurs… Reste à savoir si les différents projets mis en place correspondent à l'attente de cette population ou bien si c'est une façon simple de nous dédouaner de nos dettes.

Désormais on les appelle "personnes âgées immigrées", autrement dit on les différencie des autres personnes de leur âge parce qu'ils sont nés ailleurs. Une distinction qui en dit long !

Ali Abed
Responsable du service Accueil Médiation Intégration ALFA3A

SOMMAIRE

→ **ALFA3A** a mené une étude sur les travailleurs migrants âgés dans l'Ain. / p. 18-19

→ L'**ADAPA** a mis en place son centre relation client. / p. 20-21

→ **CAF** : garantir l'accès aux droits et s'attaquer aux excès de droits injustifiés. / p. 22-23

→ Le **Conseil général** invite à une journée pour « vivre les écrans autrement ». / p. 24-25

→ Top départ pour HAISSOR avec **Bourg Habitat**, à Chavannes-sur-Suran. / p. 26-27

→ L'**Adapei** présente son nouveau site Internet. / p. 30-31

→ L'ITEP Arc-en-ciel (**Orsac**) pilote un projet européen sur le décrochage scolaire. / p. 32-33

→ Fiche signalétique, pour connaître les partenaires du magazine en une page synthétique de présentation. Dans ce numéro : la **SEMCODA** / p. 34

SEMCODA

À la une à Belley

→ Le futur ensemble, place de la Victoire.

→ Le 5 octobre, à Belley, l'inauguration du centre médico-social Simone Veil et de 22 logements locatifs, mis en service depuis deux ans par la SEMCODA, a réuni de nombreuses personnes.
D'autres opérations SEMCODA sont en cours ou en projet. Place de la Victoire, l'ensemble en construction comprenant un pôle petite enfance (microcrèche, relais assistants maternels, lieu d'accueil parents-enfants et salle de réunion), un local commun en rez-de-chaussée et 27 logements locatifs au-dessus, devrait être livré au printemps 2014. ●

PARTENARIAT

ERDF et Bourg Habitat s'engagent

→ Jean-Luc Luez, directeur de Bourg Habitat, et Frédéric Soumagnac, directeur territorial d'ERDF.

→ Le 4 octobre 2012, ERDF et le monde Hlm signaient une convention de partenariat pour améliorer les services rendus aux offices publics de l'habitat dans le domaine énergétique. Bourg Habitat & ERDF Pays de l'Ain Bourg-en-Bresse ont souhaité décliner cette initiative localement. Chose faite via la signature par leurs directeurs respectifs d'une convention de partenariat, le 13 novembre 2013.
ERDF s'engage ainsi par exemple à remplacer progressivement les compteurs d'énergie actuels par de nouveaux compteurs communicants, facilitant la maîtrise de l'énergie, la facturation de l'électricité sur la base de consommations réelles, et les interventions à distance.
Le service Prévenance Travaux, permettant d'être informé par courriel des coupures de courant dues à des travaux, sera accessible aux référents de sites Bourg Habitat, qui pourront ainsi relayer l'information aux locataires. ●

AIDE AU LOGEMENT

Un projet **Ideal**

→ La Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) lance le projet Ideal (Intégration de la demande d'aide au logement) qui propose une procédure de dématérialisation des demandes d'aides au logement reposant sur un dispositif conventionnel entre les bailleurs et les CAF. Le principe est que le bailleur, sous réserve de l'accord préalable du locataire concrétisé par la signature d'une autorisation, transmet à la CAF, dans un flux dématérialisé, les informations permettant l'étude de son droit à une aide au logement.
Objectifs : faciliter l'accès au logement et l'accompagnement des familles, améliorer la qualité de service et simplifier les relations entre les partenaires et avec les usagers.
La CAF de l'Ain a choisi Bourg Habitat pour tester ce nouveau service. Une convention de partenariat a été signée le 3 décembre 2013. ●

SENSIBILISATION AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Des services civiques **à Dynacité**

→ C'est parti pour la promotion 2013-2014 des services civiques à Dynacité !

→ Unis-Cité a missionné en novembre 13 volontaires en service civique à Dynacité, deux jours par semaine pendant huit mois. Objectif de leur mission Médiaterre : accompagner et sensibiliser les familles aux économies d'énergie.
Deux équipes de quatre volontaires interviennent à Bourg-en-Bresse : l'une sur la résidence neuve de Loëze, labellisée BBC, pour apprendre aux habitants l'utilisation optimale des équipements innovants ; l'autre transforme un logement de la résidence Lesage en appartement pédagogique, destiné à accueillir les habitants du quartier pour les sensibiliser aux techniques d'économie d'énergie : ampoules basse consommation, mousseurs sur les robinets…
À Oyonnax, cinq jeunes sont chargés d'animer un appartement pédagogique sur le quartier de la Forge, en pleine réhabilitation. Ils travaillent avec une collaboratrice recrutée par Dynacité en emploi d'avenir.
De nombreux partenaires participent à ces projets : Région, Conseil général, collectivités locales, EDF, établissements scolaires, associations locales… ●

ÉTUDE

Migrants âgés : mieux vivre le g

AFIN DE MIEUX CONNAÎTRE ET MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ÂGÉS, ALFA3A A MENÉ UNE ÉTUDE AVEC, EN PARALLÈLE, DES ACTIONS EXPÉRIMENTALES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET LOGEMENT.

→ Ali Abed propose chaque année des actions de prévention santé sur les marchés.

La plupart sont arrivés en France dans les années soixante, pour travailler. Les accueillir, les héberger, les accompagner, ont fait partie des missions premières d'ALFA3A dès sa création. À l'heure de la retraite, ils ont fait le choix de rester là. Ils vivent en famille ou en résidence sociale. Qui sont les personnes âgées immigrées* dans l'Ain ? Comment mieux répondre à leurs besoins, leurs attentes ? ALFA3A s'est penché activement et concrètement sur la question.

« Il y a aujourd'hui une prise de conscience de la nécessité de prendre en compte ce public, au niveau départemental et national. Un rapport d'information sur les immigrés âgés a été publié par l'Assemblée nationale en juillet 2013. L'accès aux soins et au logement pour les migrants âgés font partie des actions prioritaires du PDI – le Plan départemental d'intégration – de l'Ain et aussi du PRIPI, le Programme régional d'intégration des populations immigrées en Rhône-Alpes », souligne Olivier de Vesvrotte, directeur général adjoint. En 2012, ALFA3A a proposé de mener une étude sur les migrants âgés dans l'Ain. Le Fonds européen d'intégration (FEI) et la Direction départementale de la cohésion sociale de l'Ain (DDCS) ont apporté leur soutien financier. Sur le terrain, l'étude a été réalisée par Ali Abed, agent de développement local de l'intégration, et Samia Abbou, travailleuse sociale. Accompagnée d'actions expérimentales ciblées, elle apporte assurément de l'eau au moulin de la connaissance de ce public et des initiatives pouvant être menées pour l'aider à vivre au mieux le grand âge. ● **A.P.**

Observer, accompagner, agir

Premier axe de l'étude : dresser un état des lieux, exhaustif sur l'Ain, de la situation des personnes âgées immigrées. Publiés en mars 2013, les résultats de cet observatoire offrent non seulement des données quantitatives mais aussi qualitatives.

Loin des clichés, les chiffres révèlent par exemple que sur les plus de 10 000 personnes âgées immigrées dans l'Ain, moins de la moitié viennent d'un pays hors Union européenne, un quart environ étant originaires d'un pays du Maghreb.

> « *L'accès aux droits à la retraite conditionne la qualité de vie* »

Quels sont les besoins spécifiques de ces travailleurs migrants âgés qui restent une figure emblématique, mais non réductible à l'image stéréotypée du « chibani » ? L'étude fait ressortir notamment les difficultés d'accès aux droits, le risque d'isolement, la problématique de la prise en charge du grand âge. Les différences de culture font que les personnes âgées immigrées n'envisagent pas de recourir aux services d'aide à domicile et encore moins d'entrer en maison de retraite. Depuis quelques années, apparaît aussi la question des femmes qui se retrouvent isolées en France suite au décès ou au retour au pays de leur époux.

Accent sur l'accès aux droits

Deuxième axe de l'étude : accompagner les migrants âgés hébergés en résidences sociales, notamment en matière d'accès aux droits, d'accès aux soins, de participation à la vie sociale. *« L'accès aux droits à la retraite conditionne la qualité de vie des migrants âgés »*, rappelle

rand âge

→ L'étude donne une cartographique de la population des migrants âgés dans l'Ain, une analyse qualitative de leurs attentes et besoins, les actions menées en 2012-2013 et leur première évaluation.

Samia Abbou. Car s'ils ont trouvé là le mode de logement qui leur convient, ils n'en sont pas moins confrontés aux problèmes liés au vieillissement. *« Des rencontres avec les partenaires santé – la CPAM, l'hôpital, l'Association de soutien aux soins palliatifs, l'Office départemental de lutte contre le cancer… – ont permis d'organiser des actions »*, souligne Ali Abed.

Dépistage santé, émissions radio, cinéma étranger…

Troisième axe : agir et évaluer. Les diverses actions d'information et prévention mises en place à partir de l'étude dépassent largement le cadre des résidences sociales.

Les stands sur le dépistage du diabète sur les marchés de Bourg-en-Bresse et Oyonnax, organisés par Ali Abed (ALFA3A) en partenariat avec 01 Diabète, s'adressent à tous. *« Les migrants âgés me connaissent, ils viennent plus facilement. Je leur explique aussi l'intérêt du dépistage du cancer colorectal, du bilan de santé… »* La relation de confiance facilite l'action. À Oyonnax, certains ont participé au forum « Manger… Plaisir et santé » ou aux « ateliers santé ville ».

Autres exemples d'initiatives menées par divers partenaires en lien avec ALFA3A : l'organisation de formations sur l'interculturalité à destination des professionnels de l'assurance maladie et des bénévoles de l'ASSP, la réalisation et diffusion sur Radio Salam (Bourg 106.5, Lyon 91.1 fm) d'émissions donnant la parole aux migrants âgés des résidences sociales, la Quinzaine du cinéma étranger et la Journée gastronomique organisées chaque année à Bourg par le collectif d'associations communautaires Ain'pacte… ●

* C'est-à-dire d'origine étrangère, nées à l'étranger, vivant en France, qu'elles aient acquis ou non la nationalité française.

ANIMATION

Zoom sur la résidence sociale Renoir

→ ***À Bourg-en-Bresse, sur les 85 occupants de la résidence sociale Auguste Renoir, ils sont 19 migrants âgés****, qui vivent là en permanence, pour la plupart depuis plusieurs années. « Ils sont très discrets, courtois, respectueux ; il y a beaucoup d'entraide entre eux. Ils sont très autonomes au niveau administratif : ils savent se renseigner, auprès de moi, d'Ali Abed ou des Anciens Combattants » souligne Catherine Fournier, conseillère en économie sociale et familiale.*

→ La salle de loisirs a été inaugurée le 5 décembre.

Ce qui leur manquait plutôt, c'était au sein même de la résidence, depuis la fermeture de la salle d'animation en 2007, un lieu où se rencontrer, tout simplement, autre que le hall d'entrée ou la pelouse. D'où l'idée d'aménager une salle de loisirs, ouverte à tous les résidents, avec bibliothèque, DVD (documentaires et autres), jeux de société... Chose faite cet hiver : le nouvel espace a été inauguré le 5 décembre. « L'objectif est aussi de faciliter la rencontre, la communication, l'échange entre l'ensemble des résidents, qui sont de cultures et d'horizons très divers. » La salle est ouverte à tous les résidents, à des horaires définis – avec un après-midi par semaine réservé aux résidents âgés immigrés – et en présence d'un salarié du lieu. « Ensuite, l'objectif est que les utilisateurs gèrent eux-mêmes la salle. » ●

En chiffres

- *10 484 immigrés retraités ou préretraités dans l'Ain (soit environ 10 % de la population âgée dans l'Ain).*
- *4 220 (soit 40,25 %) viennent d'un pays hors Union européenne.*
- *Sur les 2 162 originaires du Maghreb, 71 % sont des hommes.* ●

→ À la rencontre des travailleurs migrants âgés.

AIDE À DOMICILE

L'Adapa fait son numéro

DEPUIS OCTOBRE, UNE PETITE ÉQUIPE DE SEPT PERSONNES DÉDIÉE À LA « RELATION CLIENT » RÉPOND AUX APPELS DES USAGERS. L'ADAPA A CHERCHÉ À COMBINER RATIONALISATION ET AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE.

→ Delphine Rodet, gestionnaire de la relation client, et Marie-Pierre Gavand, responsable du nouveau Centre relation client de l'Adapa. « Nous avons imaginé cette organisation pour faire un suivi de qualité et donner envie à nos usagers et clients de rester fidèle à nos services ! »

C'est une nouvelle organisation et un nouveau métier, qui détonnent dans le secteur médico-social associatif. Précédemment, les utilisateurs des services d'aide à domicile de l'Adapa appelaient la responsable de leur secteur (une trentaine sur tout le département) pour ouvrir un dossier, demander un changement d'horaire ou régler une question administrative. Les délais de réponse dépendaient fortement de la disponibilité du responsable souvent appelé à se rendre en visite à domicile. Désormais, le département est divisé en sept territoires avec chacun un numéro de téléphone dédié et une interlocutrice attitrée. Pour les usagers, c'est la garantie d'avoir quelqu'un au bout du fil tous les jours de semaine, de 8 h 30 à 17 h 30. *« En créant le centre relation client, nous avons cherché une solution qui rationnalise notre organisation administrative tout en répondant mieux aux attentes des usagers »*, explique la directrice, Martine Verne. Il fallait offrir un service d'une qualité encore meilleure à des usagers qui sont désormais, quoi qu'on en pense, des clients en situation de faire jouer la concurrence.

Un nom et une voix

« C'est un nouveau métier, confirme Delphine Rodet. *On pourrait nous appeler des gestionnaires de la relation client, mais ce n'est pas très glamour ! Nous sommes les référentes administratives des usagers. Notre nom figure sur les documents qui leur sont transmis. Beaucoup commencent à nous connaître. »* Le centre relation client n'est pas une plateforme téléphonique et pour chaque territoire (qui recouvre trois ou quatre secteurs de l'Adapa), c'est un nom et une voix – à défaut d'un visage – qui y sont associés. *« C'est la porte d'entrée pour toutes les questions des personnes »*, résume la responsable du centre, Marie-Pierre Gavand. Avant de prendre leur poste le 1er octobre, les sept référentes ont mis leurs connaissances à jour pour devenir polyvalentes, incollables sur les barèmes et les dispositifs de chaque caisse de retraite et chaque financeur. Au bout du fil, ce sont pourtant leurs qualités d'écoute et d'empathie qui comptent pour leurs interlocuteurs, bien autant que leur technicité. Les gestionnaires de la relation client sont aussi des professionnelles de la relation humaine ; elles

sont complémentaires aux responsables de secteur qui continuent d'assurer la prise en charge médico-sociale des personnes.

Basculement

La mise en place du centre relation client se prépare depuis trois bonnes années. Il a fallu concevoir des outils informatiques parfaitement adaptés au fonctionnement du service. Le basculement sur un nouveau système téléphonique (avec la disparition des numéros des secteurs) a été un long casse-tête. La mutation de l'organisation et des métiers a également été préparée en interne pour que chacun s'y retrouve, en particulier au sein des secteurs. ● **A.B.**

→ « Nous nous attachons à apporter des réponses rapides aux questions ou aux inquiétudes des personnes qui nous appellent (bénéficiaires ou familles). Nous sommes les premières oreilles qui les écoutent ! On fait ensuite le lien avec les secteurs ou le service de facturation », explique Laure Pobel, gestionnaire de relation client.

INTERVIEW

3 questions à Martine Verne, directrice de l'Adapa

→ ***La création du centre relation client répondait-elle à une obligation ?***
Pas dans la mesure où nous l'avons imaginé pour mieux accompagner les usagers et leur proposer une réponse unique, cohérente et rapide sur tout le département. Cette évolution était cependant nécessaire dans un contexte d'exigences accrues de la part des financeurs comme des usagers. Nous devions rationaliser notre gestion pour réduire les coûts administratifs tout en garantissant une qualité de service.

→ ***Qu'est-ce que cela a impliqué pour les salariés ?***
La mutation du service s'accompagne d'une mutation des postes et d'une professionnalisation, pour les gestionnaires de la relation client. Les responsables de secteurs gagneront en disponibilité pour leurs équipes et pour l'accompagnement des personnes aidées.

→ ***L'Adapa y gagnera en lisibilité ?***
Nous souhaitons que ce soit plus simple et plus efficace pour les usagers. Des outils ont été mis en place et nous avons ainsi amélioré le suivi de chacun des dossiers. Grâce à l'accompagnement et au travail d'équipe des professionnels du Centre Relation Client et des responsables de secteur, ce projet devrait répondre aux attentes de tous. ●

« Adapa bonjour »

→ **Laure Pobel et Delphine Rodet** *sont deux des sept gestionnaires de la relation client, à pied d'œuvre depuis le 1er octobre, avec pour outils de travail principaux un téléphone et un ordinateur. « Même si on reçoit à nous sept entre 800 et 1000 appels par semaine, il n'y a pas de routine. » L'Adapa compte plus de 7 000 usagers par an sur tout le département, avec un renouvellement important. Près de 6 sur 10 sont en situation de handicap ou de dépendance. « Les personnes appellent pour des précisions sur leur facture, pour se faire confirmer un horaire, pour une hospitalisation ou une absence imprévue… « Dans ces cas-là, nous faisons très rapidement le relais avec la responsable de secteur, par téléphone ou mail, pour qu'elle réorganise le planning. Tous les appels nécessitent des réponses rapides. Toujours sur le qui-vive, les gestionnaires de la relation client vont à la pêche aux infos et rappellent, parfois réorientent vers l'interlocuteur adéquat et souvent rassurent. « À travers un coup de fil, on apporte plus qu'une réponse administrative. C'est un contact humain qui compte pour les personnes. »*
Elles renseignent également les futurs usagers. Elles précisent avec eux leur demande et leurs besoins, expliquent les démarches à suivre et accélèrent la recherche de solvabilisation. Elles font ensuite le relais avec les secteurs. Une base informatique permet un suivi efficace et facile des clients. ●

CAF DE L'AIN

Tous les droits, rien que les dro

GARANTIR L'ACCÈS AUX DROITS, S'ATTAQUER AUX EXCÈS DE DROITS INJUSTIFIÉS. LA CAF AFFICHE CLAIREMENT SA LIGNE DE CONDUITE : LES TECHNICIENS RECHERCHENT LES DROITS POTENTIELS ET LES CONTRÔLEURS TRAQUENT LES FRAUDES DÉLIBÉRÉES.

« *L'enjeu est simple : nous versons des prestations qui visent à lutter contre l'exclusion.* » Pour Murielle Nicod, agent comptable de la Caf de l'Ain, les droits non perçus ne sont pas des gains pour la Caisse, mais des pertes pour la société. Le mot d'ordre est donc clair : « *Il faut payer les droits chaque fois que nécessaire, mais rien que les droits.* »

Chaque fois qu'ils rencontrent un allocataire, les techniciens appliquent cette exigence fondamentale : tout accueil, tout examen de dossier, toute visite à domicile donnent lieu à une vérification des droits perçus et de ceux qui seraient à percevoir, par oubli d'une déclaration ou par ignorance d'un droit. C'est le cas par exemple pour tout changement de domicile : la Caf verse une aide pour financer le coût du déménagement. Cette vérification systématique s'applique aussi aux contrôleurs chargés de détecter les indus : l'épluchage d'un dossier peut se terminer en fraude, s'il y a volonté de tromper ou de dissimuler, ou en rétablissement de droits si l'allocataire contrôlé ne perçoit pas tous ceux auxquels il a droit.

La grande diversité des aides allouées par la Caisse d'allocations familiales peut conduire l'allocataire à passer à travers les mailles de ce filet de protection sociale. Il est fréquent que des erreurs soient commises lorsque l'allocataire remplit en ligne ou par écrit un formulaire. Malgré une vérification permanente, les oublis sont fréquents. Ils ne sont pas pour autant sujet à suspicion. Murielle Nicod confirme : « *Nos procédures génèrent beaucoup d'indus et 98 % des contrôles nous prouvent que les personnes étaient de bonne foi. La fraude est très marginale : 90 dossiers dans une année, ce n'est pas énorme. Nous effectuons chaque année 68 000 contrôles sur 87 000 allocataires, grâce à des outils informatiques. Nos contrôleurs prennent le relais sur les dossiers qui méritent vérification. Ils croisent nos données, mais aussi celles de nos partenaires.* » On est loin des fraudes en bande organisée qui font parfois la une des journaux.

La CAF tient donc les deux bouts de cette obligation : obligation légale qui consiste à verser tous les droits et à mettre en œuvre le contrôle. Quand on verse 500 M€ par an, c'est effectivement un enjeu fort ! ● **A.G.**

RSP (RELAIS SERVICES PUBLICS)

Une maille de plus au filet de protection

Un seul guichet avec beaucoup d'entrées : le Relais services publics créé et géré par la Communauté de Communes Chalaronne Centre à Châtillon-sur-Chalaronne fonctionne avec succès depuis cinq ans. La CAF de l'Ain en est partenaire, comme Pôle Emploi ou la CPAM. Ce service accompagne les usagers dans leurs démarches administratives. Il permet aussi de compenser en bonne partie les problèmes d'autonomie et de mobilité. Pascale Muzy assure ce service trois jours et demi par semaine. Elle est devenue un des points d'information des allocataires de la CAF de l'Ain, astreinte au respect de la confidentialité. Pour renseigner au mieux sur les droits, elle participe régulièrement aux demi-journées de remise à niveau législative organisées au siège de la CAF et elle dispose d'une interlocutrice privilégiée pour les dossiers épineux. Ce guichet, supplémentaire et complémentaire, fait en permanence la preuve de son utilité pour ceux qui confondent les organismes, qui subissent la barrière de la langue, qui ont besoin d'être aidés pour remplir un formulaire, pour ceux aussi qui souffrent de la fracture numérique.

Pascale Muzy a pris le reflexe de vérifier si la personne qu'elle a en face d'elle jouit bien de tous ses droits, tant en matière de santé que d'accompagnement social. Beaucoup ne savent pas ou n'ont pas cherché à savoir.

LE RELAIS CAF

Une porte d'entrée et un sas

→ Quand Aurélie Chatot frappe à une porte, c'est qu'un accident de la vie ou un évènement familial est intervenu dans la famille. Une naissance simple ou multiple, une séparation, un décès… L'ordinateur de la CAF a bien fait son travail : chaque mois, il repère et signale ce qu'Aurélie préfère appeler les événements de la vie. Sa visite est précédée d'un appel qui suscite toujours la surprise.
« Nous nous mettons à disposition pour accompagner la famille quelques semaines, parfois quelques mois. »
Cette " orientation nationale de la CAF " trouve dans les communautés de communes de Châtillon et de Miribel affectées à Aurélie des applications appréciées, rarement refusées. L'intervention d'une assistante sociale et d'une travailleuse familiale est un droit dans ces cas très particuliers. « C'est même une porte d'entrée dans notre institution. Je mets en place l'accompagnement ; la travailleuse sociale suit. Il faut très souvent réorganiser la vie de la mère et des enfants, en fonction de l'événement. »
Cet accompagnement qui anticipe ou non la demande a bien des effets préventifs. Il évite à la famille d'être déstabilisée par l'événement que chacun ressent à sa mesure.

Multi-contacts
L'équipe brasse à pleines mains les réalités du terrain, en prise avec les élus, les partenaires, les collègues… et les allocataires. Question de sensibilité : « Les appels de pièces [les personnes qui n'ont pas renvoyé les documents demandés] traduisent souvent des situations difficiles : des jeunes de moins de 25 ans, isolés, paumés. »
Porte d'entrée, le service devient ainsi un sas qui exige écoute et conseil : « Il faut renouer le contact et rattraper les droits qui n'ont pas été perçus. Nous assurons des permanences téléphoniques pour renseigner nos partenaires. Nous rencontrons les allocataires pour les informer sur les droits potentiels, comme les bons vacances lorsque nous animons des réunions dans les centres sociaux ; nous participons à diverses commissions et préparons les dossiers. Quand je suis en visite, il m'arrive même de montrer comment remplir un formulaire ou effectuer une mise à jour. Les gens découvrent autre chose que la CAF institutionnelle : ils rencontrent des personnes humaines. »

→ Pour une assistante sociale comme Aurélie, cette mission a du sens : elle s'opère à domicile, auprès des allocataires, au plus près des besoins, en lien avec d'autres partenaires. En exercice à la CAF depuis 2002, elle assure cet accompagnement comme ses quinze collègues répartis dans l'Ain. L'équipe du relais CAF de Châtillon-sur-Chalaronne se compose de quatre travailleurs sociaux qui interviennent sur un vaste territoire, urbain en périphérie avec la Côtière et le sud du Val de Saône, rural en centre avec la Dombes.

PRÈS DE 1 500 CONTRÔLES PAR AN

« Pourquoi moi ? »

→ Devant la porte, il a toujours un moment d'hésitation… Sur 10 visites à domicile, 8 se passent bien, avec toujours la même question : « Pourquoi je suis contrôlé ? » Avant d'appuyer sur la sonnette, Laurent Mornay a pris des renseignements et travaillé son dossier. De toute façon, la CAF privilégie la discussion au conflit. Sur les 1 500 contrôles annuels, rares sont ceux qui tournent au vinaigre (même si les menaces de mort, surtout au téléphone, sont bien réelles), fréquents sont ceux qui se terminent à l'amiable. On s'explique, on rectifie, on s'excuse.
Comme toujours à la CAF, le processus est millimétré. Les contrôles s'opèrent de deux façons : soit " le data-mining " sort des noms (l'ordinateur de la CNAF tamise dans les fichiers selon des critères sensibles), soit les collègues techniciens demandent une vérification sur une déclaration ou une situation. Au départ, le but est de s'assurer qu'il n'y a pas erreur. Les contrôleurs s'emploient à les corriger. Parfois, il y a tricherie. Ils s'évertuent à la démonter (un travail retrouvé, une situation maritale oubliée, etc.). « Certains tentent le coup car ils sont dans une situation financière difficile. Ils avouent. Et puis il y a les vrais fraudeurs. » En 20 ans, Laurent Mornay a appris à flairer les dossiers.
Pour les quatre contrôleurs et leur responsable, une seule question se pose au retour de mission : fraude ou pas fraude ? Si elle est avérée, le dossier peut passer en commission des fraudes et, cas extrême, finir au tribunal des affaires sociales par un dépôt de plainte. Au vrai, 5 à 10 % des dossiers sont sujets à rectification, y compris quand le contrôle révèle que l'allocataire ne touche pas une prestation qui lui est due. Droits et devoirs ! Les contrôleurs se veulent d'abord conseillers. Sur leurs ordinateurs se croisent de multiples données, ce qui ne les empêche pas d'appeler les travailleurs sociaux pour mieux saisir un dossier. Chaque mercredi matin, ils se retrouvent dans le service pour échanger et s'épauler. Ce ne sont pas des chasseurs de primes mais bien des garants du Droit qui récupèrent pas mal d'argent.

l'ain
Conseil général

ÉVÉNEMENT

Vivre les écrans autrement

LE 25 JANVIER, LE CONSEIL GÉNÉRAL INVITE FAMILLES, ENFANTS, ADULTES, PROFESSIONNELS DU MONDE SOCIO-ÉDUCATIF, À UNE JOURNÉE FESTIVE ET INTERACTIVE AUTOUR DU NUMÉRIQUE, AVEC ATELIERS LUDIQUES, CONFÉRENCES, JEUX POUR TOUTES LES GÉNÉRATIONS.

→ *« L'éducation au numérique se vit dans les établissements scolaires mais aussi et surtout à la maison »,* rappelle Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général.

Participer à un shooting de mode, à un tournoi de Wii parents-enfants, expérimenter l'impression 3D, tester la lecture numérique, réaliser une pub vidéo à partir de playmobil, s'immiscer dans les coulisses d'un tournage de série TV, découvrir les métiers du jeu vidéo… C'est ce que propose entre autres la journée Event01, premier événement départemental grand public autour de l'éducation au numérique. Forcément interactive, assurément festive et ludique, elle sera aussi pertinemment pédagogique.

« Les écrans font partie aujourd'hui de la vie quotidienne. La question n'est pas de savoir si c'est bien ou pas mais de comment les utiliser au mieux, permettre aux familles de se saisir des opportunités offertes par le numérique », souligne Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général, chargée de l'enfance, la jeunesse et l'action éducative.

Des actions sont déjà menées en la matière dans les collèges. *« Cette année, nous avons mis en place trois soirées ouvertes à tous, dans trois établissements, précédées d'une intervention en cours, en partenariat avec l'Éducation nationale, le Centre départemental de documentation pédagogique, la Police, la Gendarmerie, avec un théâtre-forum permettant d'ouvrir le débat. »*

Au-delà, le Conseil général a souhaité aller plus loin en organisant, avec Fréquence écoles* et le concours de nombreux partenaires, un événement départemental, familial, grand public, *« pour vivre les écrans autrement »*.

Rendez-vous est donné à tous, familles, enfants, adultes, professionnels du monde socio-éducatif, le samedi 25 janvier, de 10 à 18 h, à la salle des fêtes de Bourg-en-Bresse. Entrée libre. Au programme : ateliers de manipulation ludique et découverte, mini-conférences, conf-métiers, jeux collectifs et familiaux, espaces ludiques et éducatifs, Event pro… ● **A.P**

* Association lyonnaise d'éducation aux médias, qui mène des actions d'accompagnement, d'expertise, de conseil, de formation. www.frequence-ecoles.org

Une dynamique autour de l'éducation au numérique

→ *« Event01, c'est une fête des écrans »*, soulignent Dorie Bruyas et Pauline Reboul.

En 2013, le premier Event sur l'éducation au numérique était voisin : l'association Fréquence écoles conviait le grand public à Villefranche-sur-Saône. Event 2014 prend une dimension départementale. *« Il y a une vraie dynamique dans l'Ain autour de l'éducation au numérique, bien plus importante qu'on ne pourrait l'imaginer ! »* soulignent Dorie Bruyas et Pauline Reboul, co-directrices de l'association Fréquence écoles. *« Le but de la journée est de montrer aux familles ce qu'on peut faire avec le numérique, les soutenir dans l'éducation. Beaucoup de choses se font sur les territoires de l'Ain, avec divers acteurs locaux. Le programme s'est construit avec eux : de nombreux partenaires nous ont rejoint au fur et à mesure de l'organisation de la journée. Certains ont fait des choses fantastiques ! La Direction de la lecture publique de l'Ain, par exemple, a monté et filmé pour l'événement un atelier Piratebox hors les murs, et proposera une découverte des liseuses numériques »*, explique Dorie.

Les Francas inviteront à réaliser une pub vidéo avec une simple boîte de Playmobil. L'ADEA et le pôle socioculturel de Saint-Denis-lès-Bourg animeront une « clinique du numérique » où poser toutes les questions sur les matériels, les logiciels, les problèmes techniques. La Fédération des œuvres laïques tiendra un Point écoute famille. Le Centre départemental de documentation pédagogique (CDDP) a créé un dossier pédagogique à l'attention des enseignants. Les nouveaux conseillers généraux jeunes, élus le 22 novembre, relayent dans leurs collèges l'info sur Event01. Pour ne citer que quelques partenaires sur le terrain… Event01 est soutenu par la Région Rhône-Alpes, l'Europe, la DRJSCS*, le Conseil général de l'Ain. ●

* Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale.

→ **L'éducation aux écrans : quels enjeux pour les professionnels ?** *En amont de la journée grand public du 25 janvier, Fréquence écoles et le Conseil général ont organisé en décembre quatre rencontres destinées aux professionnels de l'éducation, la parentalité, la santé, la jeunesse, la prévention, à Montluel, Montrevel, Ambérieu-en-Bugey et Bellegarde.* ●

→ Public attendu

En 2012, le premier « Event » organisé par Fréquence écoles, à Villefranche-sur-Saône, avait attiré plus de 600 personnes. Un millier sont attendues à Bourg-en-Bresse…

→ Grand public et professionnels

« Il y a une réelle attente des professionnels sur ces questions de l'éducation au numérique. Les familles d'accueil, par exemple, sont très demandeuses », rappelle Sandrine Gruau, responsable du service Jeunesse au Conseil général. Un espace EventPro, le matin, permettra aux professionnels de l'éducation de se rencontrer et d'échanger.

AU PROGRAMME

→ ***Jeux en famille :*** *Web-expert, jeu parents-enfants-écrans, quizz médias, jeu de plateau « World of GAFA », espace dédié aux moins de 7 ans, consoles de « rétro gaming », tournois de Wii parents-enfants.*

→ ***Mini-confs :*** *Consommation excessive des écrans ; Le corps, les régimes et les médias ; Les applications dédiées aux enfants ; Avantages et inconvénients de la lecture numérique ; Quid des âges indiqués sur les jeux vidéo ?*

→ ***Conf-métiers :*** *la communication, le Web, la télévision, le jeu vidéo.*

→ ***Ateliers :*** *shooting mode, tournage d'une série TV hospitalière, réalisation d'une pub vidéo, création de tee-shirts et affiches à messages, clinique du numérique, fabrication d'objets en 3D, Piratebox.*

→ ***EventPro :*** *de 10 à 12 h, tables rondes, conférences et échanges, entre professionnels de l'éducation.* ●

Le programme détaillé est disponible sur www.event01.fr

BOURG Habitat

INTERGÉNÉRATIONNEL

Top départ pour HAISSOR

LE PROGRAMME HAISSOR DEVIENT RÉALITÉ À CHAVANNES-SUR-SURAN.

© Thierry Moiroux / Grégoire Magnien.

→ La Maison du Moulin prendra place au sud du bourg de Chavannes-sur-Suran.

Le Conseil général de l'Ain, dans le cadre de sa politique d'aide au logement, a initié un programme expérimental intitulé : HAbitat Intermédiaire Services SOlidaires Regroupés (HAISSOR). Il a pour objet de prévoir des logements individuels pour personnes âgées regroupant les conditions suivantes : disposer de services à la personne, mettre en œuvre des mesures d'accessibilité et de qualité de construction, se situer à proximité du centre-village. Pour atteindre les objectifs fixés, il est nécessaire de réunir trois acteurs principaux : une commune motivée, un service d'aide à la personne, fiable et ancré dans le territoire, un bailleur social apte à s'engager dans cette conception. Une telle expérimentation prendra vie dans la commune rurale de Chavannes-sur-Suran. Cet écoquartier prévoit six logements adaptés avec jardin privatif pour les personnes âgées ou à mobilité réduite, dans la Maison du Moulin : une alternative attendue par les « anciens » du village notamment, à la recherche d'une solution qualitative et accessible, ouverte aux villages voisins de Pouillat et Germagnat. Le périple fut long et studieux : plus de six ans de réflexion (initiée lors de la précédente mandature), une concertation multipartite, un appel d'offres et un cahier des charges ambitieux, pour des objectifs communs. Un pari réussi. Tour d'horizon avec les témoignages de trois acteurs du projet. ●

A. de Lacheisserie

BERNARD PRIN, MAIRE DE CHAVANNES-SUR-SURAN

Un quartier novateur

→ ***Qu'est-ce qui vous a motivé pour la mise en œuvre de ce projet expérimental ?***
Le point central du projet reposait sur la volonté de permettre aux aînés de vieillir dans leur village, priorité déjà évoquée par l'équipe précédente. La commune devait en outre avoir la maîtrise foncière d'une parcelle ; grâce au concours de l'EPF de l'Ain, Chavannes-sur-Suran a pu acquérir un terrain, au sud du bourg. Nous avons rencontré nos voisins de la Petite Montagne (Aromas, Arinthod...) qui proposent aux personnes dépendantes des logements adaptés et sécurisés au centre de leur village. Ce projet avait une double exigence : s'inscrire dans une démarche AEU (Approche environnementale de l'urbanisme) et être un quartier novateur dans sa conception et ses services, alliant mixité sociale et intergénérationnelle, logements et lieux de vie communs… À l'instar des nouveaux quartiers de Treffort-Cuisiat et de Curtafond, ce type de dispositif implique le bailleur et l'opérateur partenaires dans la réflexion du projet.*

→ ***Pourquoi avoir choisi Bourg Habitat pour concevoir et réaliser ce projet ?***
Parmi les quatre bailleurs reçus, Bourg Habitat nous a montré les plus grands signes d'ambition, respectant nos objectifs et les contraintes du territoire (SCOT et PLU). Lorsque notre candidature au programme HAISSOR a été acceptée, ça a été la « cerise sur le gâteau », notre projet initial de Petite unité de vie a pris une autre dimension. L'AEU a été subventionnée par Cap 3B et l'ADEME et le CAUE a participé à l'élaboration du cahier des charges. Les bureaux d'étude Mosaïque Environnement et Urbasite ont été ont associés au projet environnemental. Nous avons aussi beaucoup communiqué auprès des habitants du village sur ce projet afin qu'ils se l'approprient. L'émulation entre l'ADMR (retenu pour la gestion de la Maison du Moulin), Bourg Habitat et la commune a fait la richesse de ce partenariat. Ce projet ambitieux est sûrement la dernière opération urbaine de notre commune pour les vingt ans à venir ! Mais si exemplaire qu'il est appelé à se reproduire sur le territoire… ●

** Établissement public foncier.*

ANDRÉ NOC, ADMINISTRATEUR DE L'ADMR DES DEUX VALLÉES

Une Maison « vivante » et sécurisée

→ L'équipe de l'ADMR des Deux Vallées.

→ À l'origine, l'ADMR est un organisme d'aide à domicile en milieu rural. Elle intervient désormais aussi en zone urbaine. Quel est son rôle dans le projet HAISSOR ?

Basée à Villereversure, notre structure intervient dans un contexte géographique très varié incluant les vallées de l'Ain et du Suran, dans des zones reculées où l'isolement des personnes âgées est fréquent. L'ADMR comprend 36 salariés permanents et 16 bénévoles formés, très investis et compétents ; l'équipe de Chavannes-sur-Suran connaît déjà les clients potentiels du programme HAISSOR, créant ainsi un climat de confiance profitable à l'expérimentation. Les bénévoles ont un rôle important, ils font le lien entre les clients et les salariés : c'est le « triangle d'or ». À l'image d'un gué, ce dispositif offre aux aînés la possibilité de « sauter le pas » d'un état d'habitant indépendant à domicile à une structure « vivante » et sécurisée telle que la Maison du Moulin. Une transition avant la maison de retraite et autrement plus accessible, avec des loyers de 236 à 289 €.

→ Quelles seront les missions de l'ADMR auprès de ces personnes ?

Porteur du projet socio-gérontologique de Chavannes-sur-Suran, nos missions sont multiples : l'accompagnement personnalisé (avec une présence régulière auprès des résidents, la possibilité de les véhiculer…), l'animation (incluant parfois les partenaires, familles…) et l'entretien ; avec un fil conducteur : faire avec les personnes et non à leur place. L'investissement de nos équipes dépasse souvent le cadre professionnel (sorties et visites supplémentaires…). Ce projet ambitieux et innovant, intégré au cœur du village, bénéficie de la qualité du savoir-faire de Bourg Habitat et va permettre une mutualisation de services, de locaux. Conjuguer solidarité et générosité : le credo de l'ADMR des Deux Vallées…

Le programme HAISSOR, c'est aussi :

- *Un programme d'animations internes et externes.*
- *Des services en option (livraison repas, linge, téléassistance…).*
- *Une maîtrise du confort et économie d'énergie : panneaux rayonnants et solaires, simulation thermique dynamique (STD), suivi de consommation d'énergie, système domotique personnalisé Niko Home Contrôle (gestion de la lumière, protections solaires, ventilation, simulation de présence, téléalarme…).*
- *Des matériaux non glissants et non « réverbérants ».* ●

© Grégoire Magnien

→ La future Maison du Moulin.

LAURENT AYRINHAC, MAÎTRE D'OUVRAGE À BOURG HABITAT

Un écoquartier à dimension humaine et sociale

→ Qu'est-ce que la Maison du Moulin ?

Le programme HAISSOR prévoit six logements adaptés, mais aussi une pièce de vie où tous les résidents pourront se retrouver, y accueillir leur famille, des jardins participatifs, un pôle santé, une salle de quartier ouverte à tous et permettant de mutualiser les services de la commune et du nouveau dispositif. Le tout sur un même espace foncier détenu par Chavannes-sur-Suran. En sus des 6 appartements du rez-de-chaussée, le programme prévoit 18 logements : 9 lots libres, 6 logements collectifs (du T2 au T4) proposés par Bourg Habitat et 3 en accession sociale (PSLA) de type 4. D'ici une quinzaine d'années, une deuxième partie est prévue côté ouest : 15 logements et des nouveaux commerces. À ce jour, notre avant-projet détaillé (APD) a été validé et les travaux doivent débuter en juin 2014, pour une livraison en novembre 2015. Ce programme, porté par trois acteurs (Bourg Habitat pour la gestion des logements, l'ADMR pour celle des résidents HAISSOR et Chavannes-sur-Suran pour celle des parties communes), demande une cohésion optimale. Mais la taille de l'opération permet qu'il soit un succès.

→ Comment s'intègre la Maison du Moulin au sein du village ?

Avant l'appel à projet HAISSOR, Bourg Habitat avait déjà avancé sur un programme de petit immeuble collectif à destination des aînés, qui s'est donc intégré à l'opération globale, incluant les enjeux d'une approche environnementale de l'urbanisme. Bourg Habitat, le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Ain (CAUE) et la commission travaux « La Maison du Moulin » de la commune ont réalisé au préalable un diagnostic du site (une parcelle d'environ 13 000 m²) : nombre et type de logements (individuel, collectif, intermédiaire), traitement des eaux usées et pluviales, bassin de rétention d'eau, valorisation des modes de déplacements doux… L'objectif de cette extension de village étant de respecter les valeurs urbaines et architecturales de l'existant, d'être un écoquartier à dimension humaine et sociale. ●

SANTÉ

Le pôle médical d'Arbent portera le nom de Lucien Guichon

→ La pose de la première pierre, le 3 décembre.

→ Arbent aura son pôle médical. La première pierre de cette réalisation a été posée début décembre. Elle portera le nom de Lucien Guichon, ancien député-maire de la commune voisine, Oyonnax, et ami de Liliane Maissiat. Les travaux commenceront en janvier, au centre-village sur un tènement cédé par la commune. La SEMCODA apportera son expertise en matière de maison de santé (on devrait même dire sa spécialité, selon son président Serge Fondraz, tant on la consulse et tant on lui confie de projets). Ce pôle médical occupera 1 000 des 5 000 m² programmés et s'accompagnera d'un centre de remise en forme, d'une pharmacie, de 16 logements en PLSA, soit 5,5 M€ d'investissement. D'autres tranches suivront et proposeront du logement locatif social. L'opération longuement mûrie, confiée au cabinet Rebours qui a déjà réalisé sur la commune l'Espace loisirs, n'est pas neutre. Arbent conforte ainsi son attractivité (des services et des logements dans un même programme), garantit la mixité des générations et des familles, renforce l'offre de soin à deux pas du Centre hospitalier du Haut-Bugey.

Pour Gérard Lévy, directeur de la SEMCODA, les conditions de vente des logements (prix attractifs, acquisition sécurisée en cas d'accident de la vie) rassureront les acheteurs encouragés dans leur parcours résidentiel. Denis Perron, vice-président du Conseil général, n'a vu que des avantages dans cette réalisation qui rejoint les actions du Département pour inverser la courbe de la démographie médicale, garantir la mixité sociale et diversifier l'offre de logement social. Des valeurs défendues de longue date par Liliane Maissiat qui n'a pas caché son émotion. ●

RÉSEAU

Les personnes cérébro-lésées mieux accompagnées

→ Mardi 17 décembre, le réseau départemental d'accompagnement des personnes cérébro-lésées a été officiellement lancé en présence de Jacques Rabut, vice-président du Conseil général, Thierry Clément, DGAS du Conseil général, Philippe Guétat, délégué départemental de l'ARS Rhône-Alpes, et Thierry Delerce, président de Resaccel Rhône-Alpes. Ce réseau résulte de la mise en place progressive des réponses aux besoins de prise en charge et d'accompagnement de ces personnes et de leurs familles par les associations, institutions et familles de l'Ain depuis quelques années. Les lésions cérébrales acquises sont des pathologies spécifiques avec un handicap cognitif souvent qualifié de handicap invisible. En signant la charte du réseau, les acteurs ou personnes physiques ou morales issues des secteurs sanitaire, médico-social et associatif souhaitent œuvrer dans le respect des personnes cérébro-lésées de façon cohérente, concertée et en partenariat avec les tutelles et dispositifs concernés. ●

ÉVÈNEMENT

Semaines d'information sur la santé mentale

→ Les SISM 2014 se dérouleront du 10 au 23 mars. Au programme dans l'Ain : à Hauteville, soirée théâtre en avant-première, le 27 février ; à Belley, portes ouvertes du CMP/CATT adultes le 13 mars ; à Bourg-en-Bresse, ateliers d'écriture sur les troubles alimentaires les 11 et 13 mars, table ronde « Santé mentale : comment en parler ? » le 12, permanences à l'Espace des usagers du CPA les 11/12, théâtre les 19 et 22, conférence du psychiatre Yann Hodé le 20 ; à Châtillon-sur-Chalaronne, improvisation théâtrale et lecture publique le 20. Des lectures publiques seront organisées par l'Unafam dans diverses bibliothèques. Une présentation des services de tutelles de l'ATMP est également prévue. ●

http://semaine-sante-mentale.fr

FORMATION

L'Afocal forme au BAFA

BAFA & BAFD avec l'afocal

→ Habilité par le ministère de la Jeunesse et des Sports, l'AFOCAL forme les jeunes dès 17 ans au BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur), qui permet d'encadrer des groupes d'enfants en centre de loisirs et séjours de vacances. Au calendrier 2014 des formations dans l'Ain : formation générale à Saint-Sorlin-en-Bugey du 8 au 15 mars, à Montluel du 3 au 10 mai (en internat, 560 €) ; approfondissement à Saint-Sorlin du 10 au 15 mars (thèmes : accueil périscolaire petite enfance ou séjour multisports), à Montluel du 3 au 8 mai (accueil périscolaire petite enfance ou enfants porteurs de handicaps) (en internat, 440 €).*

ALFA3A adhérant à l'AFOCAL, ses membres bénéficient d'une réduction de 10 % sur ces formations, auxquelles s'ajoutent des aides de la CAF de l'Ain. ●

* Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs.

Inscriptions sur www.afocal.fr
58 bis, rue Sala - 69002 Lyon
Tél. 04 78 42 07 69
rhonealpes@afocal.fr

FLEURISSEMENT

Les locataires de **Bourg Habitat** récompensés

→ En visite aux Floralies.

→ Chaque année, Bourg Habitat organise un concours visant à récompenser les locataires (et locataires-accédants) ayant le plus joliment fleuri leurs fenêtres, balcons, terrasses ou abords d'immeubles. Le 15 novembre, les participants étaient conviés à la remise des prix qui s'est déroulée, cerise sur le gâteau, aux Floralies internationales de Bourg-en-Bresse, avec visite libre dans l'après-midi.
Les locataires passionnés de photo étaient également mis à l'honneur, avec une exposition de leurs plus beaux clichés dans le cadre du concours « Mon habitat, mon cadre de vie ». ●

ASSOCIATIONS FAMILIALES

UDAF et CCAS

→ Le CCAS (Centre communal d'action sociale) est une instance municipale paritaire composée d'élus et de divers représentants de la société civile, en général 4 élus et 4 non élus désignés par le maire sur proposition des organismes habilités dont fait partie l'UDAF, dans le cadre de sa mission de représentation officielle des familles. Les CCAS doivent être renouvelés dans les deux mois suivant les élections municipales.
Afin de préparer cette échéance, l'UDAF 01 souhaite sensibiliser l'ensemble des mouvements et associations familiales, et toute personne intéressée par cette représentation des familles. Une réunion d'information a lieu à la salle des fêtes de Pont-d'Ain jeudi 23 janvier, à 20 h. Il est demandé aux personnes souhaitant participer d'informer nos services à l'avance. ●

Tél. 04 74 32 11 40 / 04 74 32 11 48
Udaf01@undaf01.unaf.fr

SERVICES

Microcrèche à horaires élargis

→ Le nouveau local de l'ADMR.

→ Á Ceyzériat, les nouveaux locaux de l'ADMR construits selon le label BBC (bâtiment basse consommation) ont ouvert le 21 octobre. Signes particuliers : à l'étage, ils abritent le Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) créé en 1984 et les services à la personne ; au rez-de-chaussée, l'association abrite la microcrèche Ceyzé Mômes pour 10 places d'accueil à horaires élargis. La nouvelle structure petite enfance ouvre de 6 à 22 h, sans fermeture estivale, *« pour répondre aux attentes des gens qui travaillent »*, rappelle son président, Jean-Louis Guyot. ●

PRÉVENTION

→ Le Centre de planification et d'éducation familiale a été inauguré le 11 décembre.

Un CPEF à Nantua

→ *Depuis le 13 novembre 2013, le Centre de planification et d'éducation familiale de Nantua accueille le public dans de nouveaux locaux, au 11 rue des Monts d'Ain. Géré auparavant par le Centre hospitalier du Haut-Bugey, par convention avec le Département, il est aujourd'hui une antenne du CPEF d'Oyonnax, gérée directement par le Conseil général. Les équipes des deux structures œuvraient déjà en partenariat et des interventions collectives étaient réalisées en binôme, notamment dans les établissements scolaires. Le CH du Haut-Bugey avait fait savoir en 2012 qu'il ne pourrait plus assurer fin 2013 la gestion du CPEF, en raison de départs à la retraite et de problème de locaux.* ●

Tél. 04 74 76 24 05 (antenne de Nantua)

LOGEMENT

Les Prés Noël **à Virignin**

→ Les pavillons de la résidence Prés Noël s'intègrent harmonieusement dans leur environnement paysager.

→ Le 26 novembre, Dynacité a inauguré la résidence Prés Noël à Virignin. Deuxième programme de Dynacité sur cette petite commune du Bugey, cet ensemble de 31 pavillons locatifs, mis en service en juillet dernier, est labellisé Qualité environnementale des bâtiments (Région Rhône-Alpes) et BBC (bâtiment basse consommation). Un *Guide des Gestes Verts*, listant les éco-gestes et donnant des astuces sur les économies d'énergie, est disponible pour les locataires. ●

Un site au cœur de la stratégie de

LA REFONTE DU SITE INTERNET DE L'ADAPEI A ÉTÉ PROMPTEMENT MENÉE. DÉBUT JANVIER, DEUX CENTS INVITÉS ASSISTAIENT AU COMPTE À REBOURS QUI MARQUAIT SON LANCEMENT. SIGNE PARTICULIER : CE SITE, INTERNET ET EXTRANET, EST CONÇU COMME UN ATOME AVEC UN NOYAU CENTRAL ET DES ÉLECTRONS. ILS NE SERONT PAS LIBRES MAIS RESPONSABLES DU CONTENU. L'ASSOCIATION AVAIT BESOIN DE CETTE VITRINE POUR TÉMOIGNER DE SON RENOUVEAU.

3 QUESTIONS À

Michelle Pierret, directrice générale

“ *Notre site sera traduit en* Facile à lire et à comprendre. ”

→ ***Peut-on dire que votre site est à usage externe et interne ?***

Il propose deux entrées : un côté vitrine de l'association qui s'adresse – c'est un choix – aux familles en difficulté, membres ou non de l'association, afin qu'elles puissent accéder à un réseau de solidarité. J'ose dire que ce site affiche aussi une offre de service : il montre ce que l'ADAPEI sait faire de mieux, c'est-à-dire qu'il se nourrit du travail, de l'expérience de ses professionnels. Je veux que familles, salariés, personnes handicapées soient fiers de notre site. La seconde entrée, c'est l'extranet, le versant interne. La stratégie est simple : il a été conçu pour que nos 1 500 salariés aient le sentiment d'appartenir à l'ADAPEI, qu'ils soient partie prenante en mettant eux-mêmes en avant ce qui se vit dans les établissements, qu'ils s'en servent comme un signe d'appartenance.

→ ***On devrait d'ailleurs parler de plusieurs sites et non d'un seul.***

Nous avons opté pour une solution assez particulière : elle comporte un site principal, la vitrine, la porte d'entrée avec, autour, des satellites, des sites propres aux établissements, alimentés et gérés par les établissements, avec des directeurs qui valident leurs contenus. Une partie de ces mini-sites monte vers le site portail, c'est-à-dire la vitrine. À l'ADAPEI, nous avions beaucoup de retard en matière de communication interne et de ressources humaines. C'est une association où nous avons besoin de nous parler. Désormais, chaque salarié aura accès aux informations du service RH ou à certaines informations de la direction administrative et financière, etc.

→ Le nouveau site Internet de l'Adapei de l'Ain a été conçu avec un mini-site pour chaque établissement.

→ ***La nouvelle version du site de l'ADAPEI sera en Facile à Lire et à comprendre. C'est un vrai défi !***

C'est pour moi un défi capital qui illustre bien notre capacité à être novateurs. Notre site sera effectivement traduit en Facile à lire et à comprendre, une méthode que nous présentions dans un précédent numéro d'Interaction. Aucun site en France n'a recours à cette forme de langage qui prend le parti de l'accessibilité et de la compréhension pour tous, sauf à mettre en ligne des documents fermés, “ statiques ”. Là, il s'agit d'une traduction dynamique assurée par des collaborateurs de l'association avec la contribution de certains résidents. ●

→ Lors du lancement officiel, Julien Lopez, président du Conseil de vie sociale de l'ESAT du Pennessuy, et Nathalie Esteves ont expliqué la méthode utilisée pour traduire en *Facile à lire et à comprendre* la page d'accueil du mini-site de leur établissement.

communication

RÉACTIONS

Un renouveau nécessaire

→ ***Michel Foret, administrateur de l'Adapei de l'Ain :***
« C'est le premier groupe de travail de ce genre auquel je participe. C'est très positif. Mais dans cette nouvelle démarche, j'aurais apprécié qu'un travailleur handicapé fasse partie du groupe. Le site Internet est encore un peu embryonnaire à ce stade. Par rapport au précédent dont on savait à peine qu'il existait, c'est carrément le jour et la nuit ! Nous repartons de zéro et la trame semble correspondre aux autres Adapei de France. Dans la commission communication, nous avons fait un tour de table, chacun a exprimé ses idées. Le fait qu'il y ait des bénévoles et des salariés me semble indispensable pour construire cet outil. »

→ ***Éliane Richard, lingère aux foyers de Marboz et Treffort :***
« J'ai assisté aux cinq réunions. C'est également la première fois que je participe à une démarche de cette nature. Au début, je ne me sentais à ma place, je ne suis qu'une lingère. Mais c'est intéressant car on peut voir comment fonctionne un tel projet. Nous sommes là pour donner notre avis sur ce qui est fait et proposer des idées. Et qu'il y ait des acteurs bénévoles et des acteurs salariés dans le groupe me semble judicieux, car nous voyons les choses sous un autre angle. C'est enrichissant. Grâce à cet outil, nous avançons avec notre époque. Il ne faut pas qu'on reste en marge. L'Adapei a une longue histoire. Ses fondamentaux ont été chahutés ces dernières années. Le site Internet, c'est un renouveau nécessaire. »

→ De juin à décembre, une dizaine de personnes de l'Adapei salariées, bénévoles et le prestataire de services se sont réunis pour participer à la création du nouveau site Internet.

→ ***Jocelyne Guénard, chef des services généraux de l'IME Le Prélion :***
« J'ai participé à deux réunions. C'est bien d'associer le personnel aux groupes de travail de l'Adapei au sens large. C'est normal qu'il y ait aussi des bénévoles car c'est une association de parents. Le groupe n'était pas trop grand, c'est plus facile pour échanger. Notre rôle était de faire remonter nos attentes, ce qu'on veut voir sur le site Internet. Ce qui est bien c'est que chaque établissement ait un accès au site, pour contribuer à l'alimenter et à le faire vivre. C'est aussi un moyen de mieux se faire connaître, car dans les établissements on y fait beaucoup de choses, pas toujours connues. »

→ ***Philippe Jandrau, administrateur de l'Adapei chargé de l'Action familiale :***
« Mon ressenti sur la dernière réunion de travail le 10 décembre est très positif car aujourd'hui Internet est un outil de communication. Avoir un site bien construit avec de nombreuses informations est une vitrine des actions de notre association. Un mini site sera dédié à l'action et soutien des familles. Nous travaillons également depuis plusieurs semaines sur la création d'une plaquette pour l'Action familiale avec l'aide des créateurs du site Internet. » ● **A. S.**

→ La MAS de Montplaisant inaugurée

Le 6 novembre, l'inauguration des travaux de rénovation de la maison d'accueil spécialisée (MAS) Montplaisant, à Saint-Paul-de-Varax, a été un beau moment de bonheur pour les résidents et le personnel de cet établissement, premier ouvert en France il y a plus de trente ans. La MAS a fait l'objet d'une extension pour *« continuer à promouvoir une offre institutionnelle de qualité »* a expliqué Philippe Guétat, représentant l'Agence régionale de santé dans l'Ain. Cette cérémonie fut également marquée par le départ de Guy Meunier, 92 ans, qui a passé le relais à un jeune retraité, Jean Colin, pour s'occuper bénévolement du patrimoine bâti de l'ADAPEI.

→ 29 463 brioches vendues en 2013

Plus de 200 communes participent chaque année à l'Opération brioches de l'Adapei, soit sous forme de subventions, soit en organisant la vente. Le produit financier de ce geste du cœur est réparti sur des petites actions destinées à améliorer la vie des personnes handicapées mentales au quotidien.
En 2013 (prévisionnel), 113 984 € de recettes ont été réunies au total, dont 73 657 € de bénéfice net sur la vente des brioches, soit 29 463 brioches vendues, et 40 326 € de subventions des communes.

Cap gagnant pour les décrocheu

L'ITEP ARC-EN-CIEL PILOTE UN PROJET EUROPÉEN DE TRANSFERT DE COMPÉTENCES ET D'INNOVATIONS BAPTISÉ CAPWIN. IL CONCERNE LES PRATIQUES DES PROFESSIONNELS DE L'ÉTABLISSEMENT AUPRÈS DES ENFANTS EN DÉCROCHAGE SCOLAIRE.

→ L' ITEP l'Arc-en-ciel accueille des jeunes dont les troubles du comportement perturbent leur socialisation et leur scolarité. Il est le seul en France à disposer d'un collège intégré. L'Arc-en-ciel a baptisé son projet « Capwin, remobiliser les compétences et les objectifs de vie des enfants en décrochage scolaire ». Il s'inscrit dans le cadre des projets européens de transfert d'innovation dépendant du programme Léonardo.

Autour de la grande table en U, l'anglais sert de lien entre la vingtaine de personnes présentes. Mais de voisin à voisin, les apartés se chuchotent en roumain, en espagnol ou en suédois. En effet, ce vendredi 15 novembre à Trévoux, les partenaires européens du projet Capwin font connaissance ; thé et café indispensables, l'ambiance est concentrée et cordiale. Depuis une petite heure, c'est le directeur de l'ITEP, Gilbert Guy, qui est sous le feu des questions : quels enfants recevez-vous à l'Arc-en-ciel ? Doivent-ils être adressés par un professionnel? Vos financements dépendent-ils de vos résultats ? Est-ce les éducateurs qui donnent les cours ?... On mesure combien tout est différent d'un pays à l'autre : la prise en charge, les métiers, les circuits administratifs… Pourtant, les enfants qui décrochent du système scolaire sont à peu près les mêmes et les professionnels sont tous confrontés aux mêmes difficultés à trouver les méthodes et les outils adaptés pour replacer ces enfants sur la voie de la réussite.

> « *Des enfants en opposition systématique* »

L'Union européenne évalue à environ 13 % le pourcentage de jeunes qui ont quitté prématurément l'école. Elle en a fait une de ses priorités. C'est ainsi que le travail mené à l'Arc-en-ciel depuis quatre ans a été repéré et que l'établissement a candidaté avec succès à un projet européen de transfert d'innovation. Il va l'occuper pendant deux ans. G.Guy rappelle l'origine de ce projet : *« Nos professionnels étaient en grandes difficultés face à certains enfants en opposition systématique, résistants à l'autorité comme à la transmission de connaissance et capables de violence. Il fallait qu'on change de posture, qu'on trouve d'autres méthodes. Nous avons travaillé au sein d'un petit groupe et nous nous sommes appuyés sur une méthode développée par un psychologue chercheur, Robert Michit. »* Pour faire court, elle consiste en un système de questions adressées à l'enfant qui visent à le replacer en situation de comprendre ses réactions et de décider de ses actes. Associée à des formations pour gérer et contenir la violence (y compris physiquement), la méthode porte ses fruits depuis qautre ans à l'ITEP. *« Ça aurait pu rester l'affaire de notre établissement,* commente Gilbert Guy, *mais nous avons trouvé intéressant de confronter nos pratiques et notre approche à celles d'autres établissements. La lutte contre le décrochage scolaire, en particulier pour des enfants avec des troubles psychologiques comme ceux que nous accueillons, est une priorité nationale, reprise par l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes. »* Quant à l'Union européenne, elle cherche des démarches innovantes qui fonctionnent et elle finance leur transcription dans des modules de formation pour les professionnels. C'est à cela que doit aboutir in fine le projet porté par l'Arc-en-ciel. ●

A. B.

rs scolaires

ACTIONS

Des partenaires européens

→ *L'Union européenne apporte près de 300 000 € à ce projet. Cela doit couvrir les dépenses liées aux quelques réunions plénières (les prochaines auront lieu en Suède puis au Portugal) et surtout financer la formation des professionnels, la mise au point des outils d'évaluation et la déclinaison des compétences en ECVET (un système d'unités de compétences mis au point par l'UE). Il faut aussi financer toute l'ingénierie permettant la collaboration entre les partenaires ; elle repose en partie sur une intervenante spécialisée rodée aux dispositifs européens.*

Grèce : Direction régionale des écoles primaires et secondaires de Thessalie.
Cette antenne du ministère grec de l'Éducation est entre autres chargée de la formation des enseignants et des professionnels de l'éducation. Elle travaillera avec ses services chargés du décrochage scolaire, avec une attention particulière sur les populations migrantes (fortement touchées).

Espagne : Foro tecnico de formacion.
Cet organisme de formation pour adultes est spécialisé dans les domaines sanitaire et social et intervient sur tout le territoire espagnol.

Portugal : Kerigma.
Ce centre de formation et d'éducation pour adultes travaille notamment sur la validation des compétences acquises hors de l'éducation formelle. Il dirige un programme sur le décrochage scolaire précoce en partenariat avec des écoles et des ONG locales.

Islande : Centre de formation pour adultes de la péninsule de Sudurnes.
Cet organisme privé de formation pour adultes a été fondé par des syndicats professionnels, des entreprises et des travailleurs sociaux et de l'éducation. Il cible les personnes n'ayant pas terminé leur scolarité secondaire, soit 40 % de la population active.

Suède : TP Theater.
Le Talent and perfection theater, basé à Göteborg, a développé des méthodes de théâtre interactif. Il les déclinera dans les formations conçues dans le cadre de Capwin.

Roumanie : Association pour la participation citoyenne.
Cet organisme œuvre au développement de programmes et de services d'aide sociale et d'éducation des adultes.

→ *« Parmi les adultes qui redémarrent des formations avec nous, beaucoup ont quitté très tôt l'école et manquent terriblement de confiance en eux. »*
Gudjonina Saemundsdottir, Centre de formation pour adultes de Sudurnes (Islande)

→ *« Au Portugal, 23 % de la population a quitté prématurément l'école. Les enfants concernés cumulent en général d'autres difficultés d'ordre social ou familial. »*
Marcia Soares, Kerigma (Portugal)

→ *« Nous rencontrons des difficultés pour coordonner les intervenants du système éducatif et du système social. »*
Imma Miralles, Foro Tecnico de formacion (Espagne)

Robert Michit était présent à Trévoux *lors de la première réunion des partenaires européens pour présenter sa méthode centrée sur la mobilisation du potentiel d'action de l'enfant. En 2014, quelques professionnels seront formés dans chaque institution partenaire, qui l'expérimenteront et en formeront d'autres dans leur pays.*

Comité de soutien

Le projet de l'ITEP a été soutenu par l'Orsac, qui s'engage en 2014 dans la valorisation de l'innovation au sein de l'association. Le comité de soutien qui a appuyé la candidature de l'établissement compte aussi l'Agence régionale de santé, le Rectorat de Lyon et la Maison départementale des personnes handicapées (Conseil général), ainsi que l'entreprise BFG et le gouvernement roumain.

Bâtir de ses propres mains

Le 15 novembre a été l'occasion d'inaugurer un bâtiment en bois construit par six garçons de l'ITEP. Très fâchés avec l'école et les apprentissages, ils ont pourtant su mener ce chantier à son terme. « C'est une action parmi toutes celles que nous mettons en œuvre pour aider ces jeunes à raccrocher, expliquait Gilbert Guy. Ils ont construit cette habitation légère mobile avec leurs mains parce qu'ils ont su utiliser leur tête. » Une entreprise de construction bois s'est beaucoup investie dans ce projet en donnant du matériel et en accueillant les jeunes dans ses ateliers : « Une entreprise, c'est d'abord des hommes. Peut-être certains de ces jeunes rejoindront un jour nos ateliers », commentait le patron de BFG, François Guillemard.

→ FICHE SIGNALÉTIQUE

→ Le siège de la SEMCODA à Bourg-en-Bresse.

SEMCODA

→ SIÈGE SOCIAL
50, rue du Pavillon
CS 91007
01009 Bourg-en-Bresse Cédex

→ COORDONNÉES
Tél. 04 74 22 40 66
Fax 04 74 45 27 82
www.semcoda.com

→ FORME JURIDIQUE
Société anonyme au capital de 14 655 312 €.
Le Conseil d'administration est composé de 18 membres. Les actionnaires privés représentent 40 % du capital, le Conseil général de l'Ain 33,5 %, les communes 26,5 %.

→ DATE DE CRÉATION
26 juin 1959.

→ DIRIGEANTS
- **Serge Fondraz,** président directeur général
- **Gérard Lévy,** directeur

→ ACTIVITÉS PRINCIPALES
- Construction de logements locatifs sociaux de qualité.
- Gestion et entretien de son patrimoine.
- Aménagement du territoire.
- Assistance à maîtrise d'ouvrage (construction de maisons de retraite, de santé, gendarmeries, lycées, résidences étudiants...).
- Promotion immobilière sous la marque Apricot-immobilier créée en 2003.
- La SEMCODA s'engage au service des collectivités locales en apportant des réponses aux besoins d'aménagement et de logements de chaque commune.
  Elle réalise le montage d'opérations, le suivi de chantiers, et assure une gestion patrimoniale de qualité.

→ Historique

La SEMCODA (Société d'Économie Mixte de COnstruction du Département de l'Ain) a été créée à l'initiative du Conseil général en juin 1959, avec l'ambition de développer des logements à loyer modéré de qualité.
Il entendait ainsi maintenir le rythme de la construction dans le département. L'idée aussi était de proposer des logements de qualité et de répondre à la demande de communes de toute taille.

→ Les missions

> La SEMCODA a pour objet de réaliser, soit pour son compte soit pour le compte d'autrui, dans le cadre de convention conclues avec les départements, les communes ou communautés de communes :
- la construction ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage principal d'habitation ;
- la construction ou l'aménagement des services communs afférents à ces ensembles immobiliers ;
- la vente de logements ;
- la gestion, l'entretien et la mise en valeur des immeubles construits ;
- l'obtention des financements pouvant favoriser la réalisation de l'objet social ;
- toutes opérations se rapportant à l'objet social et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

→ Les moyens

La SEMCODA est composée de plus de 550 femmes et hommes qui, chaque jour, œuvrent pour apporter les meilleures solutions aux besoins.
8 agences décentralisées, réparties sur 2 régions (Rhône-Alpes et Bourgogne) et 6 départements (Ain, Isère, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie), gèrent le parc locatif. Elles permettent d'être réactifs et d'apporter une réponse rapide aux attentes des clients.

→ Les chiffres clés

> Plus de 30 000 logements construits depuis 1959
> Plus de 26 000 logements gérés
> Plus de 5 000 logements construits pour la vente
> Présence sur 420 communes
> Un chiffre d'affaire de plus de 227 M€

> 1er constructeur de Rhône-Alpes dans son métier
> 3e SEM de France

→ Espace Mommessin à Charnay-lès-Macon.

→ La Chambière – Bourg en Bresse.

→ La Pergola – Bourg en Bresse.

HANDICAP PSYCHIQUE

« Tout le monde est concerné aujourd'hui »

→ *Cécile Schneider souhaiterait pouvoir développer les actions à mettre en place dans l'Ain.*

DANS LES LOCAUX D'ORSAC INSERTION, CÉCILE SCHNEIDER EST L'INTERLOCUTRICE DES STRUCTURES ADHÉRANT À LA COORDINATION DU HANDICAP PSYCHIQUE DANS L'AIN. RENCONTRE.

Quel est l'objet de la Coordination handicap psychique de l'Ain ?

La Coordination a été mise en place à partir de 2010 par l'embauche d'une personne à mi-temps. Elle a pour but d'améliorer la prise en charge et l'accompagnement des personnes en situation de handicap psychique et de favoriser leur insertion dans la cité. Elle est financée par l'ARS et portée par l'Orsac. Un comité de pilotage l'anime en essayant de représenter l'ensemble des adhérents*. Son périmètre d'action est le département, son public : tout adulte en situation de handicap psychique et les acteurs concernés dans les secteurs du soin, du médico-social et du social. Nous avons demandé à augmenter mon poste pour pouvoir développer les actions à mettre en place sur le département.

Comment est née cette Coordination ?

Jusqu'en 2010, aucune structure n'existait dans l'Ain pour articuler les différents acteurs de la prise en charge de la personne handicapée psychique. La Coordination fait suite à deux années de rencontres et de réflexion entre les établissements de soins et les établissements médico-sociaux et sociaux. Le contexte législatif avait évolué. La loi du 11 février 2005 a défini pour la première fois le handicap psychique et la loi du 21 juillet 2009 a réformé l'organisation du système de santé en créant les agences régionales de santé (ARS). La charte partenariale de la Coordination a été rédigée et diffusée auprès des structures œuvrant auprès des personnes handicapées psychiques. Trente-trois adhèrent cette année.

Quelles actions menez-vous ?

Nous publions sur notre site Internet un annuaire des structures accueillant et accompagnant les personnes handicapées psychiques. Nous diffusons une lettre d'information mensuelle à nos adhérents. Et nous assurons une formation auprès des professionnels pour contribuer à une meilleure culture commune du handicap psychique. Depuis 2010, cent dix ont été formés sur trente structures. Des groupes d'échanges de pratiques ont également été mis en place sur le thème de l'insertion professionnelle, de la vie quotidienne et du logement. Un petit groupe réfléchit aussi sur les modalités de travail des personnes handicapées psychiques qui ne relèvent ni du milieu ordinaire, ni du milieu protégé. En 2014, nous devrions publier une plaquette de sensibilisation sur le handicap psychique à destination des employeurs.

> *« Éviter les ruptures de prise en charge »*

Quels sont les autres projets de la Coordination ?

Le principal concerne l'édition d'un livre blanc sur l'insertion des personnes handicapées psychiques. C'est un état des lieux à la fois de l'existant et des besoins dans les secteurs du soin, du médico-social et du social dans l'Ain. L'objectif est d'obtenir une meilleure connaissance interinstitutionnelle et interdisciplinaire. Tout le monde est concerné par le handicap psychique aujourd'hui. En mars, nous allons organiser la Semaine de l'information pour la santé mentale dans l'Ain. Á plus long terme, l'objectif est d'asseoir la Coordination sur le département et de continuer à travailler sous forme de groupes. L'idée est de fluidifier le parcours de la personne handicapée psychique, compte tenu de la variabilité de la maladie, c'est-à-dire éviter les ruptures de prise en charge quand la personne est stabilisée. ●

Propos recueillis par Aurélie Seignemartin

*Adapa, Adapei, Alfa3a, Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de l'Ain, Centre psychothérapique de l'Ain (CPA), établissement La Freta (Orsac), Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), Orsac, Orsac insertion, Santé Bien-être, service de tutelle de l'Udaf, Vivre en ville.

PETITE ENFANCE

Un « parcours sensoriel » **à Treffort**

→ Accompagner l'enfant dans sa découverte.

→ Le relais assistants maternels caRAMel, les structures petite enfance des communautés de communes de Treffort et de Coligny et les intervenants musicaux du secteur se sont unis pour créer un « parcours sensoriel » pour les tout-petits. Géante et modulable, cette installation visant à éveiller les sens a pris place d'une à trois semaines à Chavannes-sur-Suran, Saint-Étienne-du-Bois, Domsure, Bény. *« Une séance dure près d'une heure et quart, avec deux adultes pour trois enfants »*, explique Carmen Pereira, responsable du relais.

Autre action partenariale à noter : l'organisation d'une conférence du pédopsychiatre Serge Tisseron, sur « Apprivoiser les écrans chez les tout-petits », le 10 avril 2014, à Saint-Étienne-du-Bois. ●

Deux multi-accueils à venir **en Dombes**

→ Deux multi-accueils vont être construits sur le territoire de la Communauté de communes Centre Dombes. Soutenus par le Conseil général dans le cadre de son quatrième programme d'aide à l'investissement pour les structures d'accueil petite enfance, le premier prévoit 36 places à Villars-les-Dombes, le second 24 places à Saint-André-de-Corcy. Les subventions s'élèvent respectivement à 91 200 € et 79 200 €. ●

COLLÈGE

En course **contre la faim**

→ Début décembre, dix-sept établissements scolaires de l'Ain s'étaient déjà inscrits pour participer à la 17e Course contre la Faim. Les inscriptions sont ouvertes sont ouvertes jusqu'à mi-janvier. Proposé par l'association Action contre la Faim, ce projet solidaire, pédagogique et sportif vise à sensibiliser les jeunes à la problématique de la sous-nutrition. Le pays à l'honneur en 2014 est Madagascar. Les élèves sont conviés à chercher des parrains qui deviennent leurs sponsors pour collecter des fonds afin d'aider ses populations démunies. Top départ de la Course, dans chaque collège, le vendredi16 mai 2014.

En 2013, les dix-huit établissements participants – près de 4 000 jeunes sensibilisés – avaient collecté près de 73 000 €.

L'USBPA, club de rugby burgien, a donné son accord de principe pour qu'un joueur donne le coup d'envoi d'une course à Bourg-en-Bresse. Le club s'engage également via un « match référent » (qui aura lieu contre La Rochelle le 15 mars à Bourg), où une tombola au profit de l'action permettra de gagner des objets dédicacés par les joueurs et des goodies ACF. ●

Tél. 06 09 22 75 17
www.actioncontrelafaim.org

Des cartables allégés

→ L'aide du Conseil général pour réduire le poids des cartables des collégiens se poursuit. Près de 13 000 € ont été alloués à cinq collèges (Ambérieu-en-Bugey, Châtillon-sur-Chalaronne, Leyment, Reyrieux et Thoissey) pour acquérir un deuxième jeu de manuels scolaires pour les 6e et 5e. Au total, depuis le début de l'action en 2009, 48 collèges publics et 13 collèges privés sous contrat d'association utilisent un deuxième jeu de manuels scolaires. ●

SERVICES

Droit de cité ici et ailleurs

→ *« Au juste, qui sont les enfants d'aujourd'hui ? »* La réponse à cette question était abordée en conférence par le Dr Patrick Ben Soussan, pédopsychiatre et praticien hospitalier, dans le cadre de la Semaine des droits de l'enfant *« Droit de cité ici et ailleurs »*, du 12 au 17 novembre à Hauteville-Lompnes. Organisée par la délégation de l'Ain de l'Omep*, la réflexion s'accompagnait d'animations variées : jeu éducatif, lectures aux écoliers, spectacle pour les familles, exposition et intervention de l'Unicef, en partenariat avec l'école Ribeirao du Cap Vert, le collège Paul Sixdenier et les mairies de la communauté de communes. ●

*Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire.

SERVICES

Diabète et activité physique

→ La Journée mondiale sur le diabète du 14 novembre a été l'occasion pour la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Ain de réunir pour la première fois sur un même espace les acteurs associatifs et institutionnels qui aident les patients diabétiques et leur famille. 01 Diabète, Pèse-plume, la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux (FNAIR) et les services locaux de la Caisse d'assurance retraite et de la sécurité au travail (CARSAT) et de la CPAM ont sensibilisé le public sur leur stand. L'Assurance-maladie présentait en particulier le nouveau service Sophia en relais du médecin traitant, qui permet d'aider les personnes ayant une maladie chronique à mieux vivre au quotidien et à en limiter les risques de complications. Une conférence/débat était également proposée sur le thème *Diabète et activité physique*, suivie du témoignage de diabétiques ayant accompli un défi sportif. ●

www.ameli.fr

Formation et emploi, famille et société, loisirs et engagements

Place **aux jeunes !**

DOSSIER RÉALISÉ PAR LA RÉDACTION ET AGNÈS BUREAU.

Aux chiffres, nous avons préféré cette fois des visages et les témoignages qui les accompagnent. En juillet 2008, *Interaction* publiait un dossier *Qui s'occupe des jeunes dans l'Ain ?* Exhaustif mais pas forcément représentatif. Pourquoi ne pas en profiter maintenant pour laisser la parole aux jeunes eux-mêmes quitte à être partiel et partial, en espérant qu'à petites touches le portrait se rapprocherait de la réalité "sociologique" des jeunes de l'Ain ? Représentatif mais absolument pas exhaustif…

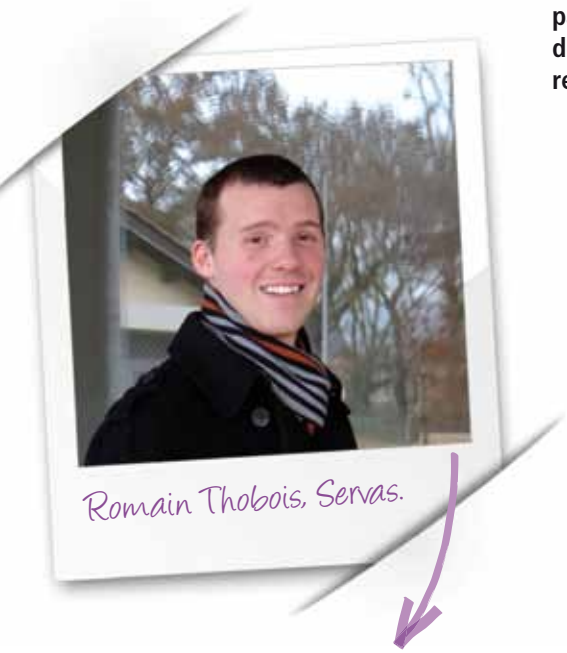
Avant, pour traiter de la jeunesse, on s'adressait aux grandes organisations qui avaient vocation à s'occuper d'elle, sans qu'il soit nécessaire de remonter au bon vieux "patro". Les jeunes ne cadrent pas dans ce système qui ne les encadre plus. Ils sont ailleurs, "dans la nature". Hors du système scolaire si décrié, beaucoup de dispositifs ont été mis en place pour les protéger contre des tas de menaces, les plus impérieux n'étant pas les plus efficaces. Il suffit de se pencher sur l'accès à l'emploi et à la formation pour s'en rendre compte.

Ce dossier est la première approche d'un thème qui nous accompagnera toute l'année 2014 : les jeunes. Nous le traiterons sous des angles divers : l'emploi (dans le numéro de début avril), l'engagement dans la société (dans le numéro de septembre), les "tendances" de demain (dans l'interview du numéro de décembre). Sans oublier le numéro de juillet, le 80e du nom, celui qui correspondra aux 20 ans d'*InterAction* – âge symbolique qui justifie à lui seul la manière de traiter cet anniversaire. Ce sera un numéro 100 % jeunes, totalement consacré à eux et partiellement conçu, illustré et rédigé par eux. En attendant, nous sommes allés demander à des jeunes divers et variés si la société leur laissait une place ou comment ils comptaient occuper leur place dans la société. ● **A.G.**

AVENIR

Du projet professionnel à l'emp

Trouver un emploi lorsqu'on a 18 ou 22 ans, sans expérience, relève trop souvent du parcours du combattant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes ! Les Missions locales jeunes de l'Ain enregistrent toutes une augmentation de leur fréquentation. Mais les jeunes rencontrés ont un projet professionnel vissé au corps.



Romain Thobois, Servas.

Le goût du travail

Romain Thobois, 25 ans, est un jeune homme posé et patient. Professeur de judo (2e dan), il est contractuel pour l'Éducation nationale. *« En premier choix, depuis petit, je voulais devenir professeur d'histoire à l'université, mais ça n'a pas marché.»* Valenciennois d'origine, il s'installe dans l'Ain en 2007. *« Je travaille depuis l'âge de 18 ans. Le plus difficile, c'est pour commencer, sans expérience, même l'été ou pour passer des concours, comme celui des métiers d'archives… Je pense que c'est important de travailler très tôt, quand on est élève. Il faut savoir à quoi s'attendre une fois dans la vie professionnelle. »* Romain Thobois s'apprête à entrer à l'école de gendarmerie, accomplissant ainsi son deuxième choix de carrière. Double motivation : être dans la vie sociale des gens et avoir une valeur ajoutée sur le plan social.

5 859 ***demandeurs d'emploi de moins de 25 ans*** *dans l'Ain en catégorie A*, soit 17 % des demandeurs d'emploi inscrits fin décembre 2012.*

**Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;*
Source : Direction Territoriale de l'Ain, Pôle emploi

Emilien Desgrez, Meillonnas.

Jeune et agriculteur dans l'âme

Émilien Desgrez a toujours voulu exercer le métier d'agriculteur. Originaire de la Haute-Marne (52), il emménage dans l'Ain en 2002 avec son frère et ses parents, tous deux employés dans l'Armée de l'Air et mutés à Ambérieu-en-Bugey. *« Petits, nous avons toujours joué à la ferme, chez mon grand-père. Puis, on grandit et on s'intéresse au métier. Á 13-14 ans, j'aidais à la ferme près de chez nous le samedi et pendant les vacances scolaires. »* Après son BTS au lycée des Sardières à Bourg-en-Bresse, il troque ses vêtements de sport pour la tenue de chasse et la société de Ramasse.
En octobre 2012, il s'installe en production allaitante, en individuel. Il choisit la race Limousine, plus valorisable selon lui. En 2013, il s'équipe d'un nouveau bâtiment et vise 40 vêlages en 2014. Á bientôt 25 ans, l'agriculteur en herbe loue un appartement avec sa petite amie à Meillonnas, en attendant de fonder une famille et de construire une maison sur le terrain agricole repris à Paul Gillet, exploitant retraité. Il adhère à trois groupements professionnels et, depuis 2013, au syndicat Jeunes Agriculteurs (JA). *« Mon idéal, c'est ne plus avoir de subventions et de vivre de ma production. »*

Jeunes peu qualifiés ou en grandes difficultés, demandeurs d'emploi de longue durée, handi
financièrement par l'État et/ou le Département : Les contrats uniques d'insertion - initiative-e
les Emplois d'avenir ; le contrat de génération ; le contrat de professionnalisation ;

loi

Laura Velon, Servignat.

« J'aimerais travailler dans l'Ain »

« J'habite chez mes parents, mais je vais emménager à Montrevel en janvier. » Gagner en autonomie, trouver un emploi et s'investir dans l'école de danse de Saint-Trivier-de-Courtes où elle pratique depuis l'âge de 3 ans, rien n'est impossible à Laura Velon, 21 ans. Après un DUT Gestion des entreprises et des administrations à l'IUT Lyon 1 de Bourg-en-Bresse, la jeune femme prépare le Diplôme de comptabilité et gestion (DCG) au CEUBA, en alternance à l'ADAPA. *« Aujourd'hui, les écoles sont bien développées à Bourg. C'est une bonne chose que l'on ne soit pas obligé de se diriger vers les grandes villes. »* Laura Velon aimerait travailler dans l'Ain, pourquoi pas à l'ADAPA dont la dimension humaine lui plaît. Mais elle sait déjà que *« ce n'est pas évident de choisir une entreprise en fonction de ce que l'on veut et de la trouver ».*

Clip vidéo

Un chiffre est tatoué sur son cou : 974. Celui du département de la Réunion dont son père est originaire. Mathieu Philogène (un nom bien de l'île !) y est allé trois fois, lui le gamin de Peyrieu, un peu timide, toujours stressé quand ça change trop vite. Entre le collège qui lui plaisait bien et son boulot d'aujourd'hui au sein des Brigades du Tigre, (comme les appellent les Belleysans), il a dû chercher sa voie en passant par un CAP carreleur, des petits stages et la case re-départ MLJ. *« J'avais besoin d'aide pour avancer. »* Il l'a trouvée au sein des Brigades vertes de Belley, une entreprise d'insertion qui entretient et cultive. Mathieu a placé beaucoup d'espoirs dans le rendez-vous qu'il a eu en décembre avec l'adjoint d'une commune bugiste voisine qui cherche un jeune pour aider l'agent communal. Il a préparé cet entretien crucial à la Mission locale, avec la vidéo qui lui renvoie une autre image de lui, et il sait qu'il peut compter sur l'écoute attentive de son chef aux Brigades. Son truc, c'est le foot à la télé. Son OL favori subit actuellement la loi du plus fort. *« Moi, je m'entends bien avec tout le monde. »* Rude compétition que le marché de l'emploi. Surtout que Mathieu ne veut pas jouer les remplaçants.

Mathieu Philogène, Belley

10 518 ***jeunes**** *de 16 à 25 ans ont fait appel à l'une des trois Missions locales jeunes de l'Ain en 2013.*

**Prévisionnel*

Source : Missions locales jeunes de l'Ain

Évolution du nombre de jeunes accueillis dans les Missions locales jeunes - 2012/2013

	Nombre de jeunes en 2012	Nombre de jeunes en 2013	Évolution en %
MLJ Bresse-Dombes-Côtière*	4 400	5 128	16,54
MLJ Actions jeunes Oyonnax	3 216	non connu	–
MLJ Bugey Plaine de l'Ain	2 116	2 174	2,74

*La fréquentation est en augmentation en raison d'une dégradation de la situation de certains jeunes et de l'ouverture d'un relais-antenne à Châtillon-sur-Chalaronne, avec une permanence à Villars-les-Dombes, Chalamont, Vonnas et Thoissey, soit + 35 % par rapport à 2012. De même à Montrevel-en-Bresse, lieu d'accueil ouvert en 2013 avec une permanence à Saint-Trivier-de-Courtes, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Coligny et Marboz, soit + 30 % de fréquentation. Une hausse est constatée sur les lieux d'accueil historiques : + 8 % à Bourg, + 4 % à Miribel et + 15 % à Trévoux, avec une permanence ouverte à Montmerle-sur-Saône.

capés, ont accès à des contrats spécifiques pour lesquels l'embauche est encadrée et aidée
mploi (CUI-CIE) ; les contrats uniques d'insertion - d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) ;
le contrat d'apprentissage. Pour aller plus loin : www.emploi.gouv.fr / Contrats aidés

SOCIAL

Un autre sens à la vie

Quel que soit leur âge, ils et elles connaissent les valeurs de l'engagement. Pour une cause, pour un public. Des jeunes qui gagnent en autonomie et en assurance. Ils découvrent les institutions, bénéficient d'aide et mènent des missions.

Mikael Abboud, Montagnat.

Citoyen actif

Joueur du FC La Vallière, Mikaël Abboud, 24 ans, est un jeune bien dans ses baskets. *« Je vote chaque fois que je le peux, au niveau local pour commencer. Aujourd'hui, je suis plus ancré dans la société. Cela fait un an et demi que j'ai affaire au Conseil général, par le biais du service civique – j'ai été volontaire au Comité départemental du sport adapté – et maintenant avec ma formation à l'IREIS, financée sur les trois ans. Je veux devenir éducateur spécialisé. C'est un projet que j'ai depuis le lycée. Aujourd'hui, je suis beaucoup plus au courant des droits et services à la disposition des jeunes parce que je m'y intéresse. »*

1 054 ***jeunes** du département de l'Ain ont bénéficié d'une aide du Fonds d'aide aux jeunes.*

Source : Conseil général de l'Ain

Yasmina Hamdaoui

Une bénévole volontaire

« Ma mère ne peut pas s'empêcher d'aider tout le monde autour d'elle. » Yasmina Hamdaoui est une jeune fille bien élevée, mais l'exemplarité familiale ne suffit pas à expliquer la solidité de sa militance personnelle. À 20 ans, elle a déjà un beau CV qui accompagne le BTS assistante de gestion PME/PMI qu'elle prépare en alternance au Greta. Dans la liste des références, six mois de service civique au sein de France Bénévolat pour s'occuper de sa promotion et de sa communication, et un engagement au côté d'Habitat et Humanisme.

Yasmina vient aussi d'être élue membre et secrétaire du conseil d'administration de France Bénévolat où elle représente… les bénévoles. Elle sait joindre l'utile à l'agréable : construire son avenir professionnel tout en servant le bien commun. Visiblement, elle est bien à sa place. *« Une place qu'il faut créer soi-même, même quand on est chômeur. »* Aider c'est exister. Si l'occasion se présente, elle partira dans l'humanitaire, un mois, pour voir ce dont elle est capable. Après, on verra. Pour l'instant, BTS !

50 622 ***jeunes** âgés de 15 à 24 ans révolus au 31/12/2012 dans l'Ain.*

Source : CAF

Une solidarité nécessaire

→ Benoît Leseur-Macquat, 25 ans, vient de commencer son service civique avec Unis-Cité et ne sait pas encore sur quelle mission il sera engagé. Il aimerait un projet tourné vers l'aide aux personnes en difficulté. Il connaît d'ailleurs le secteur, du Secours populaire à la Mission locale en passant par les centres sociaux… Il leur a souvent apporté son aide bénévole et a bénéficié de la leur en retour. Pour Benoît, la solidarité est juste évidente et nécessaire *« entre êtres humains »*. Il évoque un passé *« pas simple »*, mais s'est toujours relevé des chutes les plus noires. Il ne se sent déjà plus si jeune que ça, en tout cas plus mûr que ceux de son âge. Il s'est engagé dans le service civique pour un nouveau départ, laissant l'intérim et les boulots sans intérêt. Il aimerait travailler dans le secteur de l'animation, avec les enfants et les ados. ●

La Ville de Bourg-en-Bresse soutient l'esprit d'initiative et la capacité des jeunes de
Ce « Coup de pouce aux projets des jeunes » peut être cumulable avec les dispositifs « Pr
Rhône-Alpes). www.bourgenbresse.fr / Aides aux projets des jeunes

nes dans l'Ain ?

Pierre Magnin, Revonnas

L'apanage de la majorité

En terminale Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D) au lycée Carriat à Bourg-en-Bresse, Pierre Magnin, 18 ans, est délégué de classe depuis 2012 et membre du conseil d'administration de l'établissement depuis 2013. *« En première, certains camarades de classe m'avaient proposé et je me suis dit : pourquoi pas ? »* Une fois élus, les soixante-dix délégués de classe du lycée (de la seconde au BTS) ont été convoqués pour l'élection au conseil d'administration. Pierre s'est présenté, mais ne s'attendait pas à faire partie des quatre délégués élus. Le jeune homme prend son rôle au sérieux. *« On comprend mieux comment fonctionne le lycée. On est au courant de beaucoup de choses. On peut s'exprimer au moment des questions diverses. »* Cette expérience lui permet de développer sa confiance en lui. Après le bac, viendra le temps du BTS et peut-être de nouvelles responsabilités. Pour l'heure, il prend le car matin et soir. Son passe-temps favori, c'est de retrouver ses copains. Apanage de la majorité, il vient de donner son sang pour la première fois. Un engagement citoyen prometteur, assurément !

Victoria Mure-Ravaud, Bourg-en-Bresse

Faire bouger les choses

Victoria Mure-Ravaud n'aime pas l'eau tiède ; elle a besoin de sentir le courant de la vie. Au lycée, elle fut présidente du conseil de la vie lycéenne. Á 19 ans, en deuxième année d'architecture, elle est co-présidente du bureau des étudiants et pleine d'idées, avec l'envie que ses camarades se rencontrent et se parlent. Son futur métier, à la fois artistique et technique, la passionne ; il correspond à ce qu'elle veut faire de sa vie : comprendre comment fonctionne la société et monter des projets qui auront une influence sur la façon dont les gens vivent ensemble. Volontaire et énergique, Victoria voit l'avenir avec optimisme même si elle est lucide sur les défis qui attendent sa génération, dont celui de l'environnement. Elle a lâché le militantisme à Greenpeace, faute de temps. Mais elle voit dans la société (et dans son métier) *« plein de choses qui bougent et qui changent dans le bon sens »*. Elle votera en 2014 bien que la politique, pour laquelle elle se passionnait, la déçoive désormais un peu.

L'aide alimentaire en priorité

En 2012, le Fonds d'aide aux jeunes pour les trois Missions locales du département concerne d'abord l'aide alimentaire, puis l'hébergement, la mobilité et la formation.

Jeunes en contact avec les MLJ*	9 558
Dossiers FAJ présentés	1 536
Dossiers FAJ accordés	1 056
Jeunes concernés FAJ	1 054
Jeunes concernés Hommes	497
Jeunes concernés Femmes	560
Total des aides attribuées	245 152 €
Montant moyen attribué/dossier	162 €

* Missions locales jeunes

« Vivre de sa passion »

« Je suis tombé dedans quand j'étais petit. » Pour Charly Dérudet, 21 ans, le rugby c'est déjà toute sa vie. Son BTS travaux publics en poche, il prépare un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) en alternance : deux semaines en cours et deux au centre de formation de l'Union Sportive Bressane Pays de l'Ain. Son père s'est formé au club avant lui. *« J'interviens dans les collèges et en 2014 dans un lycée. Je vais essayer de passer l'option D pour faire préparateur physique et du coaching et pourquoi pas intégrer le staff technique de l'USBPA un jour avec une responsabilité dans la filière jeune… »*, il connaît bien ses motivations.

Charly Dérudet, Montagnat.

« Vivre de sa passion n'est pas donné à tout le monde. Je veux pouvoir transmettre mon savoir et ma passion aux jeunes. »

11 à 25 ans à développer des projets en priorité collectifs par une aide financière. ojets jeunes » (Département de l'Ain) et « Aide aux projets citoyens des jeunes « (Région

PERSONNEL

Loisirs et plaisir riment avec pr

Si certains doivent attendre d'avoir le permis pour accéder à d'autres activités que celles proposées dans leur village, tous les jeunes rencontrés se disent heureux de vivre dans leur département. De hobby en investissement personnel, les jeunes ont des idées…

Quincy Westem, Oyonnax

Assurance-vie

« J'ai des cousins dans le monde entier. » Lui est intercontinental (père chilien, mère camerounaise) et international (il a vécu en Suisse avant de se fondre dans Oyonnax). Pas étonnant que Quincy Western s'intègre à toutes les cultures et que son rêve soit de créer sa boîte à l'étranger *« dans ce qui relève du service aux professionnels en marketing et en com' »*. Ça, c'est l'objectif qu'il développe avec sa coach de la MLJ du Haut-Bugey où il s'est inscrit avec un bac électrotechnique et un DUT de commerce spécialisé industrie. Son présent est donc bien à Oyonnax, avec l'impression d'y être un peu coincé, malgré un tissu industriel dense. *« Les entreprises sont toujours à notre écoute, mais elles ne veulent pas investir dans les jeunes sans expérience. À chaque fois, la réponse négative fait mal mais je ne baisse pas les bras. Je suis prêt à prendre des risques pour être pris. »* Copains, cinéma, bouquins, footing pour les lendemains de boîte de nuit, militance à AIDS : Quincy fréquente la philosophie asiatique. *« Il faut que je gagne en assurance. »* C'est bien utile l'assurance-vie par les temps qui courent…

Aider les gens

Elle est jeune et jolie, avec une tête bien pleine. En classe de 1re littéraire au lycée Lalande, Esther Pasquier, 16 ans, aime la lecture, l'histoire et l'équitation qu'elle a pratiquée pendant cinq ans. Elle a dû arrêter cette année, car elle a trop de devoirs. *« J'adore aussi danser et faire la fête ! Et rencontrer des gens. »* Son métier idéal : orthophoniste. *« En 3e, j'ai fait un stage découverte dans un cabinet. J'ai vu une grande diversité de patients, de 3 à 80 ans. Nous sommes même allés à domicile chez une dame âgée qui n'arrivait plus à parler à la suite d'un AVC (accident vasculaire cérébral). J'ai eu le déclic. Je me suis renseignée sur les études à suivre. Ce qui me plaît, c'est d'aider les gens pour qu'ils aillent mieux. »*

Esther Pasquier, Saint-Étienne-du-Bois.

Silvio Boyat, Ceyzériat.

« Je veux protéger la nature »

En marche vers ses 15 ans, Silvio Boyat se sait heureux de vivre dans l'Ain. Il pratique l'aïkido, la pêche, aime la lecture et le ski. Et se dit sûr d'exercer son droit de vote à sa majorité. En classe de seconde au lycée Carriat, il nourrit déjà une idée très précise de ce qu'il fera comme métier : biologiste dans l'environnement. *« Pour moi, c'est l'étude de la vie, en laboratoire et sur le terrain. La diversité des espèces me passionne énormément. Je me pose beaucoup de questions. Je trouve que la nature n'est pas assez protégée. Je veux montrer qu'elle est belle et qu'il y a des gens qui se bougent. »*

Le portail des jeunes dans l'Ain : trouver un emploi, un apprentissage, un logement… Connaît l'étranger. Se détendre, se protéger, glaner des infos pratiques… En quelques clics sur la rubr www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr –

ojet de vie

Marie Vilain et Camille Santschi, Ambronay.

Bien dans leur génération

Á leur naissance, Marie Vilain et Camille Santschi ont eu pour berceau le Festival de musique baroque d'Ambronay ! Ce n'est donc pas par hasard si, quinze ans plus tard, encouragées par le metteur en scène Pierre Kuentz, les deux amies et trois autres jeunes filles d'Ambronay voient leur pièce de théâtre *« Banana, journal d'une demoiselle »* primée par le dispositif Projet jeunes 2013.
Depuis l'école primaire, Marie et Camille font du théâtre et, depuis deux ans, du piano. Aujourd'hui, internes au lycée Lalande, elles sont en seconde Arts visuels et cinéma. Marie n'a pas encore de métier en tête, mais veut *« aider les autres »*. Elle est bénévole au Festival d'Ambronay depuis 2012. Camille est déléguée de classe et au conseil de vie lycéenne, et souhaite devenir psychologue. *« On est bien dans notre génération et dans le rythme. »* Elles prennent le train pour rentrer chez elles ou sortir entre copains sur Ambérieu-en-Bugey ou Bourg-en-Bresse. Quant au théâtre, elles espèrent pouvoir continuer si leur emploi du temps scolaire le permet.

© Daniel Gillet

→ L'un des loisirs favoris : être entre copains.

L'activité des jeunes hors du temps scolaire

« Le public jeune est volatil »

Que font les jeunes de leur temps libre ? C'est la question posée auprès de 1 400 jeunes pris dans la catégorie des 12/18 ans.

Ce coup de sonde n'a pas été donné à la légère : il s'inscrivait dans le cadre de la préparation du Schéma départemental des actions éducatives (SDAE) co-piloté par le Conseil général, la Direction départementale de la Cohésion sociale (DDCS), la Caisse d'allocations familiales de l'Ain et la Mutualité sociale agricole Ain-Rhône.
De nombreux professionnels et élus locaux ont apporté leur concours à cette enquête, soit dans la phase de conception du questionnaire – ne serait-ce que pour définir ses objectifs –, soit dans la phase du décryptage de ses réponses.

Odile Jambon, chargée de mission jeunesse à la CAF de l'Ain, prévient : ce n'est ni un sondage sur la jeunesse de l'Ain, ni une enquête exclusive sur ses loisirs, mais une approche qui donne des tendances, apporte des confirmations mais aussi des découvertes. On est quand même bien au-delà de l'état des lieux.
Ces questionnaires ont été renseignés par des jeunes en collège ou lycée (la CAF avait ciblé en plus deux établissements : un CFA et une Maison familiale rurale). Certains secteurs de l'Ain comme le Haut-Bugey sont moins représentés, ce qui fait que cette enquête ne

(suite page 44)

tre l'offre de l'enseignement supérieur, découvrir les métiers, étudier, s'engager, partir à
ique de son choix, les jeunes ou leurs parents peuvent obtenir une réponse à leurs attentes !
www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr – www.jeunes01.fr

(suite de la page 43)

prétend pas être départementale. Elle aura pourtant été transrégionale puisque pour le Val de Saône, un partenariat a été engagé avec Sud-Bourgogne. À noter que 6 % des jeunes de l'Ain sont en apprentissage ou ont un emploi, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de loisirs !
La notion de loisirs doit être prise au sens large, c'est-à-dire vraiment constituée d'activités de toutes sortes comme le fait d'être entre copains (selon les critères d'évaluation des jeunes).

Aller à la rencontre

« Le public jeune est volatil », explique Odile Jambon. Cette tendance à la mouvance s'exprime dans l'analyse de certaines réponses qui sont de précieux indicateurs.

– Les jeunes veulent des accueils libre-service mais ils ne refusent pas un encadrement à condition qu'il ne soit pas trop contraignant.
– Ils préfèrent composer eux-mêmes leur menu loisirs plutôt que ce soit d'autres qui leur proposent ce qui est déjà prêt.
– Les lieux de rassemblement de jeunes sont multiples, ce qui conduit maintenant les animateurs à non plus attendre à l'accueil du centre social mais à aller à la rencontre des jeunes, là où ils sont.
– Un peu plus d'un quart des jeunes interrogés disent ne pas pratiquer d'activité, surtout après 15 ans. Deux raisons essentielles : un problème de temps (*« La pression scolaire est trop forte »*) et un manque d'offre sur le territoire.
– Retour de bâton : les jeunes estiment souvent que les adultes ne s'intéressent pas à eux. ●

Les grandes lignes de l'enquête

- 68 % des jeunes questionnés disent pratiquer une activité, y compris le temps passé à jouer avec les copains.
- Le sport arrive en tête mais c'est en fonction avant tout de " l'offre " du territoire (à la fois pour pratiquer et pour découvrir des activités sportives encadrées).
- L'informatique regroupe 35 % des réponses mais avec des entrées très différentes : les jeux, Internet et les réseaux sociaux.
- Il existe une activité autre, qui correspond à des activités physiques qui ne sont pas pour autant assimilables au sport.
- Viennent enfin les activités artistiques. 41 % des questionnaires n'ont pas répondu à l'item : quelle activité préfèreriez-vous pratiquer ? Dommage pour les professionnels et les élus qui cherchent à faire correspondre l'offre du territoire aux attentes des jeunes.

Aller à Lyon pour flâner à la Part-Dieu est pour un jeune une activité…
Pour Odile Jambon, cette enquête *« a changé notre regard. Rien ne peut se faire sans les jeunes. On crée des outils mais ce n'est pas suffisant. On doit mieux se rapprocher d'eux »*. ●

Jeux vidéo et Internet

« Ce que l'on remarque de nouveau, c'est une augmentation des addictions aux jeux vidéo et à Internet », confie Juliette Fovet-Juliéron, directrice de l'Association départementale d'éducation sanitaire et sociale (Adessa)*. *« Nous ne pouvons pas dire si elle est due à une hausse des conduites à risques ou si les acteurs de prévention s'en préoccupent davantage. Dans tous les cas, la place des écrans interroge les professionnels de l'éducation et les parents. En matière de prévention, nous essayons de travailler sur une meilleure utilisation des écrans. »* ●

*Les missions de l'Adessa intègrent l'application du Programme régional de santé publique (PRSP). L'association propose un pôle ressources départemental en éducation pour la santé aux acteurs de prévention, professionnels et bénévoles, et développe des actions en fonction des priorités de santé locales, départementales, régionales ou nationales.

MINI ABÉCÉDAIRE

→ I comme information
Constat : il faut souvent mettre l'offre de loisirs sous les yeux des jeunes pour qu'elle soit lue, surtout dans le monde rural où ils ont un fort désintérêt à trouver l'info. Principales sources : les établissements scolaires, les magazines municipaux, accessoirement Internet.

→ M comme mobilité
Elle est plus aisée pour les garçons que pour les filles. C'est un grand handicap en milieu rural, surtout quand les réseaux de transport ne cadrent pas avec les besoins du territoire. Le manque de moyens de mobilité a des effets très déprimants sur la recherche d'une formation ou d'un emploi. De plus, avant 15 ans, on est très attaché à son village.

→ S comme sujet de préoccupation
Ce qui préoccupe les jeunes de 12/18 ans, à 38,8 %, c'est l'avenir (l'orientation, les stages, l'emploi…), la sexualité (surtout chez les garçons de moins de 16 ans).

→ P comme parents
Ils restent un pilier puisque ce sera vers eux qu'on ira en premier se confier en cas de difficulté. Mais il y a des " trucs " (des lieux ou des domaines) où les parents ne sont pas admis. Des parents qui, eux aussi, cherchent leur place.

MATERNITÉ

Retour **à domicile accompagné**

→ Dans le cadre de son Programme d'accompagnement du retour à domicile des patients hospitalisés, la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Ain propose à toute nouvelle maman un suivi médical à domicile, pour elle et son bébé. Ce service est assuré par la sage-femme de son choix lors de son retour chez elle, après évaluation de l'équipe médicale hospitalière. Les critères pour en bénéficier : avoir plus de 18 ans, être sans comorbidité* ni complications ; avoir accouché par voie basse d'un nouveau-né unique, à terme et d'un poids en rapport avec l'âge gestationnel. Le bébé ne doit pas nécessiter un maintien en milieu hospitalier, ni avoir de problème d'alimentation. Chaque future maman recevra une plaquette d'information. Dans l'Ain, l'accompagnement est proposé dans les maternités des hôpitaux de Bourg, Belley et Oyonnax et de la Clinique mutualiste d'Ambérieu-en-Bugey. Un an de couches a été offert à la 1 000e maman bénéficiaire du Programme d'accompagnement du retour à domicile. ●

* Terme désignant les maladies qui en accompagnent souvent une autre.

SANTÉ

Les maladies chroniques ont leur maison

→ L'Union départementale pour l'éducation à la santé du patient (Udesp), association créée en 2008, a ouvert la Maison des maladies chroniques en avril dernier. *« Nous sommes sur la ligne de départ,* confie Paul Guinet, président de l'association 01 Diabète, membre de l'Udesp. *Cela fait cinq ans que nous travaillons sur ce projet avec le Dr Christine Michel. Il nous manque un budget pour développer plusieurs actions porteuses et une porte ouverte quotidienne pour les patients. »* L'initiative vise aussi à regrouper toutes les associations s'occupant d'une maladie chronique : diabète, obésité, cancer, insuffisance rénale, aphasie, Parkinson… Une dizaine adhèrent déjà. Hébergée temporairement à la Maison de la vie associative à Bourg pour sa permanence – le mercredi de 9 à 12 h –, l'Udesp compte bien trouver son propre local et permettre aux petites associations de s'y implanter. ●

www.udesp.fr

LIGUE CONTRE LE CANCER

Devenez partenaire Canopée

→ *Depuis sa création, le comité de l'Ain de la Ligue contre le cancer a fait le choix de financer la recherche. Il a donc d'emblée été séduit par le projet Canopée qui associe les Hospices civils de Lyon, le centre Léon Bérard, l'université Claude Bernard-Lyon et le Centre de recherche en cancérologie de Lyon. Plusieurs laboratoires sont liés à ce projet dont le programme, unique en France, fédère des chercheurs de multiples horizons et constitue un espoir important pour les malades. Visant à adapter les thérapeutiques ciblées en fonction des anomalies moléculaires des cellules tumorales, il marque un pas en avant de la médecine personnalisée en cancérologie. Le Comité de l'Ain de la Ligue contre le cancer invite à participer au financement de la lutte contre le cancer en devenant « partenaire Canopée ».* ●

→ Simon Moyal, vice-président du comité de l'Ain de la Ligue, les professeurs Gilles Freyer (Lyon Sud), Alain Puisieux (directeur du Centre en cancérologie de Lyon et académicien), Isabelle Ray-Coquard (Centre Léon Bérard), et le docteur Jean Bruhière, président du comité de l'Ain de la Ligue.

ACCUEIL DE JOUR

« Aux Lucioles » étend son action

→ Une stimulation adaptée aux besoins, proposée par des professionnels.

→ *Présent à Reyrieux depuis 2006, l'accueil de jour pour personnes âgées souffrant de maladies de la mémoire « Aux Lucioles » a étendu sa capacité de 12 à 15 places, « avec un choix particulier : mettre à disposition le service afin de répondre aux besoins sur le secteur de la Côtière », souligne sa directrice, Sabine Clapisson.*
Le 19 septembre, une annexe a ainsi vu le jour à Miribel, au sein de locaux réaménagés, à l'Espace Terreaux, en partenariat avec la commune et l'institution Joseph Guillon. Ouverte les mardis, jeudis et vendredis, elle compte déjà huit personnes accueillies régulièrement.
« C'est le même service, les mêmes compétences, la même équipe, qui a été renforcée. Un projet d'accompagnement personnalisé est établi pour chaque personne accueillie. » La Communauté de communes de Miribel a financé un véhicule aménagé.
Autre nouveauté : la création fin 2012 d'une plate-forme d'accompagnement et de répit des aidants. Couvrant une dizaine de cantons, elle propose informations, écoute et soutien, groupes de parole animés par une psychologue, activités partagées aidants/aidés...
Accueil de jour, services d'aide et de soins à domicile, équipe spécialisée Alzheimer à domicile (ESAD) de Val de Saône Dombes Services, consultations mémoire au centre hospitalier de Trévoux... La palette de dispositifs autour de la maladie d'Alzheimer, complémentaires les uns des autres, est complète sur le secteur Val de Saône - Côtière. ●

Tél. 04 74 00 85 01 (Reyrieux)
04 81 91 91 15 (Miribel)
accueildejour@auxlucioles.fr

EMMAÜS

Rester, repartir

DEPUIS 1975, LA COMMUNAUTÉ EMMAÜS DE SERVAS-BOURG TIENT LA ROUTE, MALGRÉ DES ALLURES BROUILLONNES ET FAUCHÉES. PLUS DE 25 COMPAGNONS Y VIVENT ET Y TRAVAILLENT, QU'ILS SOIENT DE PASSAGE OU INSTALLÉS DEPUIS LONGTEMPS. EN FÉVRIER PROCHAIN, ILS FÊTERONT AVEC L'ÉQUIPE RESPONSABLE ET LES BÉNÉVOLES LES 60 ANS DE L'APPEL DE L'ABBÉ PIERRE.

Tous les jeudis, c'est jour de tri à la fripe. Entre les portants où s'alignent déjà des centaines de robes, de pulls et de chemises, Amara suspend les nouveaux vêtements qui seront mis en vente le samedi. Amara, peu loquace, est assistée de René, au tempérament plutôt extraverti ; la collaboration est rodée entre le compagnon fier de ses 29 ans d'Emmaüs, officiellement retraité, et la jeune femme originaire de Mongolie, arrivée à la communauté avec son mari en février. Du mardi au samedi, plus un dimanche par mois, chacun fait sa part à Emmaüs, au tri, aux bibelots, à l'atelier de réparation, en cuisine... *« Sans le travail, sûr que ça se cognerait parfois »*, reconnaît Dominique, qui partage la responsabilité de la communauté avec Karine. En contrepartie, chaque compagne ou compagnon est assuré du gîte et du couvert. *« Le profil des compagnons a pas mal changé. Pour 80 % d'entre eux, c'est leur première communauté. »* Il faut donc expliquer le fonctionnement d'Emmaüs et faire respecter le principe de solidarité qui prévaut. Personne n'a besoin de se justifier ou de raconter son histoire pour être accueilli, mais personne ne peut tout attendre de la communauté sans rien donner. Alors chacun se met au boulot. Les nouveaux apprennent beaucoup des anciens, malgré parfois la barrière de la langue. Actuellement, huit compagnons sur dix sont de nationalité étrangère ; beaucoup suivent les cours de français du Secours catholique.

Vivre de son activité

En ce moment, c'est justement une dame russe qui officie en cuisine. Elle accommode les produits reçus de la Banque alimentaire ou achetés en magasin pour proposer chaque jour une belle tablée de salades et de plats chauds. L'heure du déjeuner est respectée, d'abord parce que travailler ouvre l'appétit, ensuite parce qu'un vrai repas se prend en commun. Depuis l'incendie qui a ravagé en mai 2013 le bâtiment principal abritant la cuisine, le réfectoire et des chambres, la communauté s'est réorganisée tant bien que mal dans les locaux existants et des bungalows temporaires, avec le sens de la débrouille qui fait la patte d'Emmaüs. La tolérance aux aléas et à l'incertitude serait-elle dans ses gènes? Le système hors normes d'Emmaüs résiste en tout cas depuis 1949. Il a été reconnu dans un statut sur mesure en 2009, celui d'organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires (OACAS).

« On est autonome et on vit de notre activité », rappelle Karine. Récup' et revente. Vingt-cinq compagnons, deux salariées et une vingtaine de bénévoles. Pas de subventions pour l'accompagnement, l'hébergement ou l'activité économique. Pour Emmaüs, c'est une question d'indépendance et de dignité, quitte à en baver. Car les principes ont la dent dure et le quotidien est souvent rude. *« C'est sûr que l'équilibre est toujours précaire, pourtant ça tient. »* La baisse des ventes depuis quelques temps, surtout aux meubles, n'arrange pas la trésorerie. Emmaüs essaie de mieux communiquer, pour faire savoir que ses boutiques ne sont pas réservées aux personnes à faibles revenus.

Accueil inconditionnel

Son café avalé, un grand gaillard à la gueule cassée s'est levé. Il est arrivé la veille et va reprendre la route. Les « passagers » qui se présentent à la communauté ne repartent jamais sans rien : un repas, un sac, des vêtements choisis au tri, une ou deux nuits de sommeil dans un lit… Certains sont

→ La communauté vit de la revente des objets de seconde main.

→ Les stagiaires prêtent la main à toutes les activités de la communauté.

→ Emmaüs fait des ramasses à domicile, à la demande, pour des objets volumineux ou vider un logement.

des habitués des communautés dont ils connaissent la carte de France.
« Ici, c'est un flux constant », s'amuse Karine en englobant hommes et choses dans sa remarque.
Depuis que la communauté de Servas est officiellement mixte (2009), la diversité d'Emmaüs est encore plus flagrante. Trois couples vivent actuellement à Servas, plus deux femmes seules avec leur enfant adolescent et une famille de demandeurs d'asile. Le plus jeune compagnon n'a guère plus de 20 ans, le plus ancien approche des 75 ans. Les situations administratives sont variées, comme le nombre d'années de galère ou les nationalités.

Jamais tout à fait dans le rang

À 14 h, chacun a repris son poste après une dernière cigarette sous le froid soleil de décembre.
Deux compagnons et deux jeunes stagiaires en BTS économie sociale et familiale rejoignent le vaste hangar du tri pour finir de décharger des cartons de vaisselle et de bibelots offerts par la communauté de Chambéry, histoire de regonfler les stocks de Servas. Comme dans tous les ateliers, une radio déverse son fond sonore indistinct.
Seule dans le bureau d'accueil, Béatrice a pris le premier appel de l'après-midi. Elle renseigne un monsieur qui souhaite se débarrasser d'une armoire et de mobilier de salon. Elle essaie de se faire préciser l'état des meubles, explique que ce qui ne pourra pas être revendu coûte à la communauté (le déplacement en camion puis la mise en déchetterie). Elle note un rendez-vous en veillant à organiser au mieux la tournée des ripeurs. Béatrice est arrivée il y a un mois avec son compagnon, affecté à la ramasse. Servas est la sixième communauté où elle pose son sac. *« On aimerait rester, mais on ne se fait jamais de certitudes pour la suite. »*
Dans la pièce d'à côté, Karine est également au téléphone. Avec une mère de famille, elle a fait un dernier pointage sur la liste des meubles et du matériel (vaisselle, électroménager) qui serviront à meubler un appartement vide. Les dépannages se font toujours en lien avec un travailleur social, avec une remise de cinquante pour cent et une livraison gratuite. Ils ont encore augmenté pour avoisiner la centaine en 2012. *« Les compagnons sont à l'abri et ils agissent pour ceux qui ont encore moins »*, résume Karine, citant l'abbé Pierre qui avait invité celui qui deviendra le premier compagnon à *« l'aider à aider »*. Février 1954, février 2014 : en soixante ans, le mouvement a pris une dimension internationale, les activités d'insertion autour du tri du textile se sont structurées. Pourtant Emmaüs ne rentrera jamais tout à fait dans le rang. Accueillir sans condition, militer sans réserve et continuer à râler, s'indigner et s'engager. ● **A.B.**

→ Amara est arrivée de Mongolie avec son mari.

→ Si la fripe et les meubles assurent le plus gros du chiffre d'affaires, Emmaüs vend aussi des jouets, des livres, du petit et gros électroménager, des poussettes, de la déco…

→ Le client fait son choix, reçoit du compagnon responsable de la salle un ticket avec les sommes à payer, passe en caisse et revient chercher ses emplettes.

→ La mairie de Saint-Georges-de-l'Oyapock, à la frontière Est. Le pont vers le Brésil achevé en 2011 n'est toujours pas ouvert à la circulation. Il attend la construction du poste de douane brésilien.

PORTRAIT

La Guyane, terre européenne

A 7 000 KILOMÈTRES PAR-DELÀ L'ATLANTIQUE, LA GUYANE, TERRE FRANÇAISE, EST UNE PIÈCE DU PUZZLE EUROPÉEN AUSSI DISSEMBLABLE DE LA MÉTROPOLE QUE L'EST LA CROATIE, DERNIÈRE ARRIVÉE DANS L'UNION. ET AUSSI MÉSESTIMÉE.

Les statistiques du code INSEE 973 (Guyane) ont de quoi affoler les compteurs. C'est le grand écart entre, par exemple, une espérance de vie équivalente à celle de la métropole et un niveau d'éducation bien inférieur : 44 % des jeunes de 17 ans ont de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture (à peine 10 % en métropole) et parmi les jeunes de 20-24 ans, 6 sur 10 n'ont aucun diplôme (trois fois plus qu'en métropole). Un autre exemple concernant la jeunesse ? Le recours à l'IVG des mineures est quatre fois plus élevé qu'en métropole ; la consommation d'alcool, de tabac et de cannabis des jeunes y est moitié moindre.

Les statistiques, cependant, ne parlent que de la population officielle, insolemment jeune et en forte croissance. Pour 10 Guyanais recensés, on estime à 2 ou 3 le nombre de résidents clandestins. Car la frontière est une verte illusion sur ce territoire grand comme le Portugal et couvert de forêts : les deux fleuves qui séparent la Guyane du Brésil et du Surinam se franchissent en cinq minutes de pirogue à moteur.

Incontrôlable ?

Avec un niveau de développement économique et social bien supérieur à ses voisins, la Guyane est forcément attractive. Tout est question de perspective : ce n'est qu'avec la métropole qu'elle accuse un retard d'une génération sur l'indice de développement humain*. Son économie est pour le moment bancale, avec une sur-représentation des fonctionnaires (majoritaires en Guyane) et de l'industrie spatiale, une agriculture et un tourisme dérisoires. L'exploitation du bois reste limitée et très contrôlée, celle de l'or incontrôlable. La Guyane produit officiellement environ 3 tonnes d'or par an, alors que les 15 à 20 00 garimpeiros (orpailleurs clandestins) en extraient des cours d'eau entre 6 à 10 tonnes. Cela représente un pillage économique, un désastre environnemental et une tragédie humaine (misère et violence régnant sur les sites d'orpaillage en forêt). Gendarmes et militaires peinent à combattre l'activité illégale. L'opération Harpie lancée en 2009-2010 l'a fait momentanément reculer. Mais comment maîtriser un nouvel afflux d'orpailleurs organisés et armés, disséminés dans des zones difficilement accessibles? Il faudrait une coopération internationale (avec le Brésil essentiellement), pour le moment ineffective.

Mais qu'importe. Les questions de la jeunesse, du chômage et de l'immigration à l'échelle métropolitaine nous suffisent. La Guyane et les territoires ultramarins sont exotiques, incompréhensibles et vaguement dangereux. Le reste – ses énormes ressources maritimes, sa biodiversité phénoménale, sa base spatiale, sa jeunesse… – est secondaire. ● **A.B.**

* L'IDH de la Guyane est celui de la France d'il y a 27 ans, soit une génération de retard.

EN BREF

→ *Jeunesse*

• 250 000 habitants (même pas la moitié de la population de l'Ain) sur un territoire grand comme le Portugal, concentrés sur la côte. En une dizaine d'années, la population a augmenté de 46 %. Un habitant sur deux a moins de 25 ans.

• Taux de chômage : 21 %. Par ailleurs, 45 % de la population de plus de 15 ans est sans activité professionnelle (17 % en métropole – chiffres 2008).

→ *Les Hurleurs de Guyane*

• En novembre 2013, une quarantaine d'associations, d'entreprises, de syndicats ont créé le collectif des Hurleurs de Guyane et signé une charte pour réclamer des actions suffisantes pour « l'éradication » de l'orpaillage clandestin.

• Les populations vivant en aval des sites d'extraction sont affectées par le cyanure et le mercure.

→ *Connaître*

• Une saison en Guyane, magazine web et papier bénéficiant du soutien de l'Union européenne, traite de culture, de biodiversité, d'économie... sur tout le plateau des Guyanes. ●

www.une-saison-en-guyane.com

BACHELOR eGC ECOLES DE GESTION ET DE COMMERCE

une école CCI AIN

École de Gestion et de Commerce

Entrepreneuriat

Immersion en entreprise

Bachelor

AIN

Bourg-en-Bresse

MARKETING

E-business

Interculturel

International

STAGES

Management

Inscription sur APB

Inscription sur
Admission Post Bac entre le 20 janvier et le 20 mars.
- Journées Portes Ouvertes : 8 février, 15 mars
- Journée de l'Enseignement Supérieur : 29 janvier

EGC (École de Gestion et de Commerce) **de l'Ain**
80, rue Henri de Boissieu
01000 Bourg-en-Bresse
Tél. 04 74 14 19 10
egc@ain.cci.fr

UNE JOURNÉE INOUBLIABLE AU
PARC DES OISEAUX

PARCOURS
THÉMATIQUES
ATELIER
PÉDAGOGIE
SPECTACLE
ACTIVITÉS
DÉTECTIVES

EXPERIENCE
SITES DE
PRESENTATION
DÉCOUVERTE
BIODIVERSITÉ
JEUX

ENCADREMENT
EQUIPE COLLABORATION
PRISE
SÉCURITÉ
EN CHARGE
PROFESSIONNALISME
QUALITÉ

RD1083 - 01330 Villars-les-Dombes
Tél. : 04 74 98 34 93
resa@parcdesoiseaux.com
WWW.PARCDESOISEAUX.COM

PARC DES OISEAUX